

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204493]

14 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général;

Vu le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le Règlement (CE) n° 637/2008 du Conseil et le Règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles, D. 4, D.242, D.243, D.249;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, § 2 et § 4, modifié par le décret du 22 mai 2008, l'article 31, modifié par les décrets des 30 avril 2009 et 22 décembre 2010, les articles 36 et 37, modifiés par le décret du 22 mai 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 décembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 10 décembre 2015;

Vu le rapport du 10 décembre 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 17 décembre 2015;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature, donné le 12 janvier 2016;

Vu l'avis 59.033/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 avril 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la Commission, de par sa Décision C(2015) 5117 du 20 juillet 2015, a approuvé le programme wallon de développement rural pour la période de programmation 2014-2020 et qu'il y a lieu de le mettre en œuvre;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et pour les arrêtés ministériels, l'on entend par:

1^o l'activité agricole : l'activité visée à l'article 4, § 1^{er}, c), i) et ii), du Règlement 1307/2013.

Concernant le point c), ii), il est exécuté par les articles 8 à 8/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015;

2^o l'Administration : l'Administration visée à l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'Agriculture;

3^o l'agriculteur : agriculteur visé à l'article D.3, 4^o du Code wallon de l'Agriculture et qui exerce une activité agricole visée au 1^o;

4^o un arbre d'intérêt biologique : un arbre d'intérêt biologique tel que visé à l'article 1^{er}, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

5^o un arbre mort : un arbre mort tel que visé à l'article 3, 2^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

6^o l'arrêté de désignation: tout arrêté du Gouvernement wallon pris en vertu de l'article 26 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

7^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

8^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000 ainsi que les interdictions et mesures préventives particulières qui y sont applicables;

9^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

10^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

11^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015 relatif à l'identification au système intégré de gestion et de contrôle, à l'attribution d'un numéro d'agriculteur, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mai 2015 octroyant un soutien couplé aux agriculteurs pour les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

12^o l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 : l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 fixant les procédures de notification des îlots de conservation et de marquage des arbres morts, des arbres d'intérêt biologique et des îlots de conservation dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000;

13^o une bande extensive: une bande enherbée située en UG 4;

14^o la classe de productivité d'un peuplement d'épicéas: la classe déterminée suivant un classement établi par le Ministre compte tenu de la hauteur dominante du peuplement âgé de cinquante ans;

15^o la demande d'aide : la demande d'aide visée à l'article 2, § 1^{er}, 3, du Règlement n^o 640/2014 du 11 mars 2014;

16^o la demande de paiement : la demande de paiement visée à l'article 2, § 1^{er}, 4, du Règlement n^o 640/2014 du 11 mars 2014 et à l'article 47 du Règlement n^o 809/2014 du 17 juillet 2014;

17^o la demande de soutien : la demande de soutien visée à l'article 47 du Règlement n^o 809/2014 du 17 juillet 2014;

18^o la demande d'aide forestière : la demande d'aide et la demande de paiement du gestionnaire forestier indiquant toutes ses parcelles de forêts en site Natura 2000 ou en site candidat Natura 2000 et leurs superficies;

19^o la demande unique : la demande visée aux articles 2 à 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015;

20^o la forêt : la forêt visée à l'article 2, § 1^{er}, r), du Règlement 1305/2013 du 17 décembre 2013 ainsi que les terrains accessoires tels que les espaces couverts d'habitats naturels, dépôts de bois, gagnages, marais, étangs, coupe-feu, à l'exclusion des terres dédiées principalement à un usage agricole ou urbain;

21^o le gestionnaire privé : la personne physique ou morale de droit privé qui a la responsabilité de gérer comme agriculteur ou comme gestionnaire forestier privé au sens de l'article 30, paragraphe 2 du Règlement 1305/2013 du 17 décembre 2013 une parcelle dans un site Natura 2000, dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;

22^o le gestionnaire public : la personne morale de droit public possédant une parcelle située sur le territoire de la Région wallonne dans un site Natura 2000, dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale et titulaire, sur de tels biens, d'un droit réel en emportant l'usage;

23^o un îlot de conservation : un îlot visé à l'article 2, § 1^{er}, § 2 et § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

24^o un jour ouvrable : un jour visé à l'article D.3, 21^o, du Code wallon de l'Agriculture;

25^o la ligne de base : l'ensemble des normes obligatoires établies en application des bonnes conditions agricoles et environnementales prévues à l'article 94 et à l'annexe II du Règlement (UE) n^o 1306/2013 du 17 décembre 2013, des critères pertinents et des activités minimales établies en application de l'article 4, § 1^{er}, c), ii), du Règlement (UE) n^o 1307/2013 du 17 décembre 2013 tel qu'exécuté par les articles 8 à 8/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015;

26^o la lisière : la lisière visée à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011;

27^o le Ministre: le Ministre qui a la conservation de la nature dans ses attributions;

28^o le numéro d'identification : le numéro de référence attribué en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015;

29° l'organisme payeur ou son délégué: l'organisme payeur visé à l'article D.3, 25°, du Code wallon de l'Agriculture et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2015 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les fonds FEAGA et FEADER et abrogeant les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2013 désignant l'organisme payeur de Wallonie pour les Fonds FEAGA et FEADER, et instituant un comité de suivi de l'organisme payeur de Wallonie ou l'organisme à qui il a délégué tout ou partie de ses missions;

30° une parcelle agricole: une parcelle agricole visée à l'article 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015;

31° le permis: le permis visé à l'article 1^{er}*bis*, 28°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature y compris les dérogations et les autorisations délivrées en vertu des articles 5, 28 et 41 de cette même loi;

32° la prairie: la prairie visée à l'article 1^{er}, 15°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, en ce compris les éléments topographiques présents sur la parcelle et constitutifs de l'habitat tels que les arbres indigènes, les haies indigènes et les mares visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 ainsi que les buissons et arbustes d'essence feuillue indigène présentant une hauteur de plus d'un mètre cinquante et les bosquets de moins de 10 ares;

33° le Règlement n° 1305/2013 du 17 décembre 2013: le Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

34° le Règlement n° 1306/2013 du 17 décembre 2013: le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

35° le Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014: le Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité;

36° le Règlement n° 809/2014 du 17 juillet 2014: le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

37° le S.I.E.G.: le service d'intérêt économique général, tel que visé aux articles 14 et 106, paragraphe 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, en abrégé: « T.F.U.E. », ainsi que dans le Protocole n° 26 attaché au T.F.U.E., qui reçoit un mandat tel que précisé aux articles 27 à 38, selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

38° la surface agricole: la surface agricole visée à l'article 4, § 1^{er}, e), du Règlement (UE) n° 1307/2013 déclarée au système intégré de gestion et de contrôle, en abrégé: « SIGeC »;

39° une UG: une unité de gestion visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011.

CHAPITRE II. — Dispositions communes

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 2. Seules les superficies situées sur le territoire de la Région wallonne bénéficient des indemnités et subventions octroyées en vertu du présent arrêté.

Art. 3. L'organisme payeur ou son délégué paie les indemnités et les subventions, récupère les paiements indus, applique les pénalités et gère les recours.

Art. 4. Le directeur général de l'Administration ou, en son absence ou en cas d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, engage, approuve et ordonnance les dépenses relatives aux subventions supplémentaires non agricoles octroyées en vertu de l'article 25.

Art. 5. Les subventions visées aux articles 25 à 35 font partie du montant total des aides de minimis visé à l'article 2 du Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Section 2. — De la structure écologique principale

Art. 6. La structure écologique principale se compose des sites Natura 2000, des sites candidats au réseau Natura 2000 et des sites de grand intérêt biologique.

Un site de grand intérêt biologique est une unité géographique englobant un ensemble d'unités d'habitat ou de biotope homogènes adjacentes ou proches de moins de six cents mètres. Il abrite au moins une espèce rare, menacée ou protégée ou au moins un habitat rare, menacé ou protégé visés aux articles 2, 2*bis* et 3, §§ 1^{er} et 2, 3°, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Art. 7. En dehors des sites Natura 2000 et des sites candidats au réseau Natura 2000, le Ministre arrête la structure écologique principale et la met à jour périodiquement pour tenir compte des nouvelles informations biologiques et des actions de protection et de restauration des acteurs de terrain ainsi que pour en préciser les limites.

Section 3. — Paiement et recouvrement de paiements indus

Sous-section 1^{re}. — Respect des exigences

Art. 8. § 1^{er}. Outre la ligne de base, les bénéficiaires des indemnités et des subventions supplémentaires visées au chapitre 3 et au chapitre 4 respectent les mesures reprises dans l'arrêté du Gouvernement du 24 mars 2011, dans l'arrêté du Gouvernement du 19 mai 2011 et, le cas échéant, dans l'arrêté de désignation.

Les bénéficiaires des aides visées au chapitre 4:

1° marquent physiquement les îlots de conservation visés à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 sur le terrain, selon les modalités de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014;

2° marquent physiquement sur le terrain les arbres morts et les arbres d'intérêt biologique visés à l'arrêté du Gouvernement du 24 mars 2011, selon les modalités de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014.

§ 2. Les bénéficiaires des subventions visées au chapitre 5 respectent les engagements et autres obligations repris dans l'arrêté octroyant la subvention.

Ils respectent en outre les obligations d'information et de publicité telles que prévues à l'article 13 du Règlement n° 808/2014 du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader).

Sous-section 2. — Paiement

Art. 9. § 1^{er}. L'organisme payeur ou son délégué paie annuellement les indemnités visées au chapitre 3 sur la base d'une demande de paiement introduite par le biais de la demande unique.

§ 2. L'organisme payeur ou son délégué paie annuellement les indemnités et les subventions supplémentaires visées au chapitre 4 sur la base d'une demande de paiement introduite par le biais de la demande d'aide forestière.

La demande d'aide visée à l'alinéa 1^{er} est introduite auprès de l'organisme payeur ou son délégué dans les délais fixés par le Ministre. Ces délais ne peuvent être ultérieurs au 15 mai de l'année de la demande.

§ 3. Le paiement des subventions visées au chapitre 5 est effectué conformément aux articles 36 et 37.

Art. 10. § 1^{er}. Les demandes d'aide, de paiement et de soutien introduites et donnant droit à une indemnité ou à une subvention sont honorées jusqu'à épuisement des moyens budgétaires disponibles.

§ 2. L'organisme payeur ou son délégué calcule le montant des indemnités ou des subventions octroyées en vertu du présent arrêté sur la base de toutes les données utiles dont il dispose en ce compris :

1° les données figurant dans la demande d'aide, la demande de soutien et la demande de paiement;

2° l'arrêté de désignation, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011;

3° les permis octroyés pour les parcelles bénéficiant de l'aide;

4° l'attestation de conformité visée à l'article 37;

5° les données issues des contrôles administratifs et, le cas échéant, des contrôles sur place.

Art. 11. § 1^{er}. L'organisme payeur ou son délégué paie les indemnités et subventions supplémentaires visées aux chapitres 3 et 4 au plus tôt le 1^{er} décembre de l'année auxquelles elles se rapportent et au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

La période couverte par l'indemnité ou la subvention visée à l'alinéa 1^{er} débute le 1^{er} janvier de l'année à laquelle elle se rapporte et se termine le 31 décembre de la même année.

§ 2. Conformément à l'article 75, paragraphe 1^{er}, alinéa 4, du Règlement n° 1306/2013, des avances allant jusqu'à 75 pourcent du montant total des indemnités visées aux articles 20 et 23 ou de la subvention visée à l'article 25 peuvent être versées avant le 1^{er} décembre et uniquement à partir du 16 octobre.

§ 3. Une notification, reprenant le calcul de l'indemnité ou de la subvention visée au paragraphe 1^{er} est envoyée au bénéficiaire à l'issue de chaque paiement.

Sous-section 3. — Recouvrement de paiements indus

Art. 12. Si des indemnités ou des subventions prévues aux chapitres 3 et 4, section 1^{re}, et au chapitre 5 sont indûment versées, l'organisme payeur ou son délégué peut opérer une compensation telle que prévue à l'article D.258 du Code wallon de l'Agriculture ou un recouvrement tel que prévu aux articles D.259 et D.260 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 13. Si une subvention octroyée en vertu du chapitre 4, section 2, est indûment versée, l'organisme payeur ou son délégué peut opérer une compensation avec tout autre montant dû au demandeur.

Le recouvrement d'un paiement indu peut être effectué par voie de déduction sur les paiements ou sur les avances qui interviennent en faveur du bénéficiaire concerné après la décision de recouvrement.

L'alinéa 2 reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou procédure d'insolvabilité.

Section 4. — Contrôle

Art. 14. § 1^{er}. L'organisme payeur ou son délégué vérifie au moyen de contrôle administratif et de contrôle sur place le respect :

1° des conditions d'admissibilité des aides octroyées conformément au présent arrêté;

2° des exigences visées à l'article 8;

3° le cas échéant, des permis ou contrats conclus en vertu des articles 26, § 3, alinéa 4, et 27 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et des plans de gestion tels que visés à l'article 1^{er}, 9°, de l'arrêté du Gouvernement du 24 mars 2011 permettant d'adapter certaines des exigences prévues à l'article 8.

§ 2. Le bénéficiaire autorise les fonctionnaires et agents compétents à pénétrer dans sa propriété pour vérifier la bonne mise en œuvre des mesures prises en vertu du présent arrêté.

§ 3. Tout refus de contrôle par un bénéficiaire ou tout acte volontaire qui le compromet entraîne de plein droit une réduction ou une perte de l'aide, sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

Section 5. — Pénalité

Art. 15. § 1^{er}. Pour les indemnités et subventions supplémentaires prévues aux chapitres 3 et 4, le non-respect des conditions d'admissibilité ainsi que des exigences visées à l'article 8 entraîne des réductions, des suppressions des aides ou des sanctions conformément aux articles 5 et 6 du Règlement n° 809/2014 du 17 juillet 2014.

§ 2. Conformément à l'article 35, paragraphe 1^{er}, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, les aides visées au § 1^{er} sont supprimées en totalité lorsque les conditions d'admissibilité ne sont pas respectées.

§ 3. Conformément à l'article 35, §§ 2 et 3, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, le montant des réductions en cas de non respect des exigences visées à l'article 8, § 1^{er}, est établi en fonction de la gravité, de l'étendue, de la durée et de la répétition du manquement constaté.

Le Ministre peut établir une grille de réduction en fonction du non respect des exigences constatées.

§ 4. Dans des cas dument justifiés prévus par le Ministre, l'organisme payeur ou son délégué peut prononcer un niveau de réduction plus élevé ou plus bas que le niveau déterminé dans la grille de réduction en fonction de la gravité, de l'étendue et de la durée du manquement constaté.

Conformément à l'article 35, § 3, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, en cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité, la réduction d'aide peut être majorée conformément aux dispositions prévues par le Ministre.

Si plusieurs cas de non-respect des exigences sont constatés pour une même UG ou pour une même parcelle, le Ministre peut prévoir une réduction d'aide plus élevée que celle déterminée en vertu du paragraphe 3, alinéa 2.

§ 5. Conformément à l'article 35, § 5, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, en cas de non-conformité qualifiée de grave au vu de l'ampleur des conséquences qu'elle entraîne eu égard à la finalité des engagements ou des obligations non respectées, le bénéficiaire est exclu de l'aide pendant l'année civile en cause, ainsi que la suivante et l'aide lui est refusée, voire retirée en totalité.

§ 6. Conformément à l'article 35, § 6, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, lorsqu'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, il est exclu de la mesure pendant l'année civile de la constatation et la suivante. L'aide lui est également refusée, voire retirée en totalité.

Art. 16. § 1^{er}. Lorsque les conditions d'admissibilité prévues pour les subventions à la restauration et l'entretien visées au chapitre 5 ne sont pas respectées, l'aide est supprimée en totalité, conformément à l'article 35, § 1^{er}, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014.

§ 2. Conformément à l'article 35, §§ 2 et 3, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, le montant des réductions en cas de non-conformité avec les exigences visées à l'article 8, § 2, est établi en fonction de la gravité, de l'étendue de la durée et de la répétition du manquement constaté.

Le Ministre peut définir les réductions à appliquer pour une non-exécution ou pour une exécution partielle des exigences visées à l'article 8, § 2.

Conformément à l'article 35, § 3, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, en cas de récidive ou de persistance de l'irrégularité, la réduction d'aide peut être majorée conformément aux dispositions prévues par le Ministre.

Si plusieurs cas de non-respect des exigences sont constatés pour une même UG ou pour une même parcelle, le Ministre peut prévoir une réduction d'aide plus élevée que celle déterminée en vertu du paragraphe 2, alinéa 2.

Aucune réduction n'est appliquée si le bénéficiaire démontre qu'il n'est pas responsable des travaux non réalisés.

§ 3. Conformément à l'article 35, § 5, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, en cas de non-conformité qualifiée de grave au vu de l'ampleur des conséquences qu'elle entraîne eu égard à la finalité des engagements ou des obligations non respectées, le bénéficiaire est exclu de l'aide pendant l'année civile en cause, ainsi que la suivante et l'aide lui est refusée, voire retirée en totalité.

§ 4. Conformément à l'article 35, § 6, du Règlement n° 640/2014 du 11 mars 2014, lorsqu'il est établi que le bénéficiaire a fourni de faux éléments de preuve aux fins de recevoir l'aide ou a omis de fournir les informations nécessaires par négligence, il est exclu de la mesure pendant l'année civile de la constatation et la suivante. L'aide lui est également refusée, voire retirée, en totalité.

§ 5. Conformément à l'article 63, du Règlement (UE) n° 809/2014, des réductions et sanctions sont appliquées aux subventions à la restauration et à l'entretien visées au chapitre 5, section 2, en cas de dépenses non admissibles relevées lors des contrôles administratifs et sur place.

Section 6. — Cession

Art. 17. Pour les demandes et les octrois d'indemnité ou de subvention, une cession produit ses effets à partir du premier janvier de l'année qui suit ladite cession.

Art. 18. § 1^{er}. Lorsque le demandeur ou le bénéficiaire d'une subvention visée au chapitre 5 cède ou concède à un tiers un droit d'occupant entre vifs temporairement ou définitivement, tout ou partie d'une parcelle située en site Natura 2000 ou en site candidat au réseau Natura 2000 ou un engagement pris dans le cadre de cet arrêté, le cédant en informe via un formulaire mis à sa disposition par l'organisme payeur ou son délégué, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi en vertu des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture, le cessionnaire des engagements qui portent sur la parcelle concernée par la cession au plus tard dans les trois mois de la cession.

§ 2. Dans le mois qui suit cette information du cessionnaire, le cédant et le cessionnaire envoient à l'organisme payeur ou à son délégué, par tout moyen permettant de conférer une date certaine en vertu des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture, le formulaire visé au paragraphe 1^{er} cosigné par le cessionnaire stipulant que celui-ci reprend les engagements.

A défaut d'envoi du formulaire prévu à l'alinéa 1^{er}, le cédant reste tenu par ses engagements.

§ 3. Sauf dérogation préalable de l'Administration, les cessionnaires se conforment aux obligations liées à l'arrêté de désignation et à l'engagement pris en vertu du présent arrêté jusqu'à leur terme.

Art. 19. En cas de décès du demandeur ou du bénéficiaire d'une subvention, ses héritiers ou légataires en informent, dans les trois mois du décès, l'organisme payeur ou son délégué en leur envoyant le formulaire visé au paragraphe 1^{er} par tout moyen permettant de conférer une date certaine en vertu des articles D.15 et D.16 du Code wallon de l'Agriculture. Les héritiers ou légataires se conforment aux obligations liées à l'arrêté de désignation et à l'engagement pris par le de cujus en vertu du présent arrêté jusqu'à leur terme.

CHAPITRE III. — Indemnité agricole

Art. 20. Les indemnités agricoles sont uniquement octroyées pour une surface agricole déclarée comme prairie.

Le Ministre arrête les montants des aides octroyées pour les indemnités agricoles en conformité avec le programme wallon de développement rural.

Le Ministre peut réduire le montant des indemnités lorsque les mesures de conservation reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 ou dans un arrêté de désignation sont levées par un permis. Le Ministre établit les montants et les proportions de ces réductions.

L'organisme payeur ou son délégué adapte le montant des indemnités en fonction de l'unité de gestion référencée dans l'attestation de conformité visée à l'article 37, si celle-ci est validée par l'Administration pour le 1^{er} janvier de la période à laquelle se rapportent les indemnités.

Art. 21. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 20, l'agriculteur remplit cumulativement les conditions d'admissibilité suivantes :

1° il dispose d'un numéro d'agriculteur conformément au chapitre 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015;

2° il introduit annuellement un formulaire de demande unique;

3° il dispose de la parcelle conformément à l'article 39 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015;

4° il dispose d'une superficie cumulée induisant au moins une indemnité de cent euros;

5° il exerce une activité agricole sur la parcelle.

CHAPITRE IV. — *Indemnité et subventions supplémentaires non-agricoles**Section 1^{re}. — Indemnité non-agricole*

Art. 22. Le Ministre arrête les surfaces de forêt admissibles à l'indemnité non-agricole en conformité avec le programme de développement rural.

Art. 23. Le Ministre arrête les montants des aides octroyées pour les indemnités non-agricoles en conformité avec le programme wallon de développement rural.

Le Ministre peut réduire le montant des indemnités lorsque les mesures de conservation reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011, dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 ou dans un arrêté de désignation sont levées par un permis. Le Ministre établit les montants et les proportions de ces réductions.

Art. 24. Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité visée à l'article 23, le gestionnaire privé remplit cumulativement les conditions d'admissibilité suivantes :

1° il est identifié auprès de l'organisme payeur conformément au chapitre 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 décembre 2015;

2° il introduit annuellement un formulaire de demande d'aide forestière;

3° il dispose effectivement de la ou des parcelles;

4° il déclare toutes ses parcelles situées en Natura 2000 dont il est le gestionnaire. Ces parcelles sont établies si possible sur base d'éléments physiques présents sur le terrain. Elles ont une superficie minimale de 10 ares et maximale de 30 hectares sauf en cas d'absence d'éléments physiques permettant de marquer leurs limites;

5° il dispose d'une superficie cumulée induisant au moins une indemnité de cent euros;

6° il identifie les îlots de conservation sur le photoplan;

7° il indique, pour chaque parcelle située hors îlot de conservation, le nombre d'arbres morts et d'intérêt biologique;

8° il respecte l'article 56, § 1^{er} et 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Section 2. — Subvention supplémentaire non-agricole

Art. 25. § 1^{er}. Le gestionnaire privé qui bénéficie des indemnités non-agricoles visées à la section 1^{re} peut obtenir une subvention supplémentaire s'il la sollicite dans sa demande d'aide visée à l'article 24, 2°.

Cette subvention supplémentaire est accordée pour les surfaces:

1° de lisière constituée d'une bande de maximum vingt mètres de large au-delà des dix premiers mètres de lisière;

2° d'îlot de conservation qui se situe au-delà des trois premiers pour cent de surface d'îlot de conservation en forêt admissible.

La superficie admissible pour les îlots de conservation supplémentaires n'excède pas dix pour cent de la surface totale de la forêt en Natura 2000 dont il est gestionnaire.

§ 2. Pour bénéficier de cette subvention supplémentaire, le gestionnaire privé identifie sur le photoplan :

1° les lisières;

2° les îlots de conservation qui sont également marqués physiquement sur le terrain selon les modalités de l'arrêté ministériel du 27 mars 2014.

§ 3. La subvention visée au paragraphe 1^{er} est également accessible aux gestionnaires publics autres que régionaux et fédéraux, quelle que soit la superficie de bois et forêts dont ils sont gestionnaires, aux mêmes conditions que celles visées aux paragraphes 1^{er} et 2, pour les surfaces excédant le minimum prescrit par l'article 71, alinéa 1^{er}, 4°, et alinéa 2, du Code forestier.

§ 4. Le montant de la subvention supplémentaire est de cent euros pour chaque hectare visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2

§ 5. La surface minimale cumulée pour bénéficier de la subvention supplémentaire est d'un hectare. Elle peut être constituée de plusieurs éléments pour autant que ceux-ci aient une surface individuelle de minimum dix ares.

Les îlots de conservation supplémentaires sont désignés dans les zones de plus vieux bois de forêt admissible de la propriété concernée, ou dans les zones qui présentent un intérêt biologique particulier par le gestionnaire à déterminer de commun accord avec le directeur du Département de la Nature et des Forêts compétent ou son délégué.

Les îlots de conservation supplémentaires ne sont pas désignés dans les milieux ouverts.

§ 6. Les lisières et les îlots de conservation bénéficiant de cette subvention supplémentaire sont maintenus pendant une période de minimum trente ans.

Art. 26. Le demandeur d'une subvention supplémentaire non agricole peut introduire un recours contre la décision d'octroi ou de refus de cette subvention prise par l'organisme payeur ou par son délégué, dans le respect des articles D.17, D.18 et D.257 du Code wallon de l'Agriculture.

Art. 27. La qualité de gestionnaire privé bénéficiant des indemnités non-agricoles visées à la section 1^{re} ou de gestionnaire public autre que régionaux et fédéraux d'une forêt admissible constitue un mandement à gérer le SIEG de création d'îlots de conservation et de lisières telle que définie à l'article 25, § 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Subventions à la restauration ainsi qu'à l'entretien des milieux ouverts**Section 1^{re}. — Sélection des projets*

Art. 28. § 1^{er}. Une subvention peut être accordée pour des travaux de restauration d'habitats naturels et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire, pour des travaux d'entretien des milieux ouverts ainsi que pour l'achat de terrains via une procédure d'appel à projets.

Le demandeur de la subvention introduit la demande de soutien dans les formes prévues dans l'appel à projet.

§ 2. Le Ministre définit les critères de sélection, la méthode de sélection et la cotation minimale après l'approbation du comité de suivi en conformité avec le programme wallon de développement rural.

§ 3. La subvention est accordée aux gestionnaires publics ou privés de terrains situés en Région wallonne à l'exception de l'achat de terrain qui est exclusivement réservé aux gestionnaires publics.

Art. 29. L'organisme payeur ou son délégué peut requérir, dans le cadre de l'analyse des critères de sélection, des documents ou des informations complémentaires auprès du demandeur.

Section 2. — Subventions à la restauration ou à l'entretien d'habitats naturels et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire

Art. 30. § 1^{er}. Les travaux recevables au droit de la subvention à la restauration et à l'entretien sont :

1° le déboisement;

2° le débroussaillage;

3° la pose de clôtures;

4° l'installation d'abris à moutons;

5° le comblement de drains;

6° l'étrépage, le gyrobroyage, le fraisage;

7° l'entretien de milieux ouverts;

8° la replantation d'essences feuillues indigènes en station;

9° la création ou le curage de mare;

10° tout autres travaux améliorant ou maintenant l'état de conservation des habitats ou des espèces d'intérêt communautaire.

Aux fins de l'alinéa 1^{er}, l'achat de matériel tel que le fil de clôture, le matériel végétal ou le matériel didactique ou tout autre frais engagé dans les travaux sont également admissibles à la subvention.

§ 2. L'intervention publique couvre :

1° dans les cas mentionnés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 5° à 10 et pour l'achat et les frais mentionnés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, cent pour cent des frais réels engagés, que les travaux soient réalisés par entreprise ou par le demandeur lui-même.

2° dans le cas mentionné au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, quarante pour cent du montant des travaux, ces derniers étant plafonnés à 3.000 euros, par abri et avec un maximum d'un abri par cinq hectares de milieu restauré ou entretenu.

Art. 31. Pour qu'une subvention à la restauration et à l'entretien puisse être octroyée, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies :

1° la parcelle qui fait l'objet de la demande de subvention est située dans un site Natura 2000, dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale;

2° la parcelle a fait l'objet d'une évaluation du potentiel biologique;

3° le bénéficiaire s'engage à respecter les conditions déterminées dans l'arrêté de subvention, en fonction de la catégorie et du type de travaux de restauration prévu.

Art. 32. Une subvention à l'exploitation anticipée de résineux ne peut être octroyée que pour des parcelles de peuplements résineux de classe de productivité 5 et 6 situées dans des zones où la plantation de résineux était légalement autorisée lors de la plantation.

Art. 33. Les travaux sont réalisés dans un délai de vingt-deux mois au plus tard après la date de notification de la sélection sauf dérogation accordée par l'organisme payeur ou son délégué tel que désigné par le Ministre.

Art. 34. Après la réalisation des travaux de restauration ou d'entretien, le bénéficiaire de la subvention maintient la parcelle dans les conditions fixées dans l'arrêté de subvention durant une période définie par le Ministre.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une condition de l'arrêté de subvention porte sur le maintien de milieux ouverts, que le gestionnaire sollicite une subvention pour ces travaux et qu'il rentre dans les conditions pour en bénéficier mais que la subvention ne peut lui être accordée en raison d'insuffisances budgétaires, parce que les moyens alloués auraient été supprimés ou ne seraient plus accessibles au gestionnaire, celui-ci n'est plus tenu, pour l'année budgétaire concernée, de respecter l'obligation de maintenir le milieu ouvert.

Section 3. — Achat de terrains

Art. 35. Dans les cas visés à la section 2, l'achat de terrains est admissible à la subvention s'il est couplé à un projet de restauration ou à un investissement lié à l'entretien du patrimoine naturel.

Les montants admissibles à l'achat de terrain représentent au maximum nonante pour cent des dépenses totales admissibles du projet de restauration ou d'entretien.

Tout terrain à acquérir grâce à la subvention :

1° offre les garanties d'affectation définitive à la conservation de la nature, en ce compris la restauration ou l'entretien des habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire;

2° est réservé à long terme à des fins de conservation de la nature;

3° reste la propriété de l'acquéreur public pour une durée correspondant au moins à la durée de l'objectif poursuivi.

Dans le cas des frais liés à l'achat de terrain, les frais généraux sont limités à quinze pour cent maximum des dépenses admissibles du projet.

La taxe sur la valeur ajoutée et les droits d'enregistrement ne sont pas admissibles.

Section 4. — Liquidation des subventions

Art. 36. L'organisme payeur ou son délégué liquide le montant correspondant à la demande de soutien en une fois après contrôle administratif et sur place sur la base d'une demande de paiement comprenant les factures acquittées par le demandeur ou une déclaration de créance si les travaux sont réalisés par le demandeur lui-même.

L'organisme payeur ou son délégué valide les factures présentées ou la déclaration de créance.

Si l'exécution d'actes ou travaux requiert un permis ou une déclaration, les subventions sont uniquement liquidées si le demandeur a obtenu préalablement ce permis ou notifié sa déclaration.

Art. 37. Lorsque des travaux de restauration ont été réalisés, l'organisme payeur ou son délégué délivre au gestionnaire une attestation de conformité et de notification de calcul de paiement du montant de la subvention.

Cette attestation précise le calcul du montant de la subvention, rappelle les conditions et engagements à respecter ainsi que l'unité ou les unités de gestion dans lesquelles la ou les parcelles restaurées seront cartographiées.

Le cas échéant, elle permet au gestionnaire de solliciter les indemnités et subventions supplémentaires prévues aux chapitres 3 et 4.

Section 5. — S.I.E.G. — Mandement

Art. 38. La qualité de gestionnaire privé ou de gestionnaire public de terrains situés en Région wallonne dans un site Natura 2000, dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale constitue un mandement à gérer les SIEG de restauration et d'entretien d'habitats naturels et d'habitats d'espèces d'intérêt communautaire définis à l'article 30, § 1^{er}.

La qualité de gestionnaire public de terrains situés en Région wallonne dans un site Natura 2000, dans un site candidat au réseau Natura 2000 ou dans la structure écologique principale constitue un mandement à gérer le SIEG d'achat de terrains définis à l'article 35, alinéa 3 afin d'y réaliser un projet de restauration ou un investissement lié à l'entretien du patrimoine naturel.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000*

Art. 39. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° forêt admissible : bois et forêts admissibles aux aides tel que visés à l'article 22, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 portant sur les indemnités et les subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura et dans la structure écologique principale, modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000 et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale; »;

b) Il est complété par un 16°, rédigé comme suit :

« 29° la prairie:

a) pour les parcelles déclarées dans la demande unique,

la prairie visée à l'article 1^{er}, 15°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, en ce compris les éléments topographiques présents sur la parcelle et constitutifs de l'habitat tels que les arbres indigènes, les haies indigènes et les mares visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 ainsi que les buissons et arbustes d'essence feuillue indigène présentant une hauteur de plus d'un mètre cinquante et les bosquets de moins de 10 ares;

b) pour les parcelles non déclarées dans la demande unique, toute superficie couverte à plus de cinquante pour cent par des plantes herbacées et autres surfaces adaptées au pâturage et relevant de pratiques importantes pour la conservation des habitats et habitats d'espèces, y compris les milieux rocheux et les vergers à hautes tiges. ».

Art. 40. A l'article 2, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

« 1° dans la première phrase, les mots "bois et forêts éligibles" sont remplacés par les mots "forêt admissible";
2° dans le 2°, le mot "éligible" est remplacé par le mot "admissible" ».

Art. 41. Dans l'article 3 du même arrêté, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° A partir de l'entrée en vigueur de l'arrêté de désignation du site Natura 2000, la destruction mécanique et chimique de la végétation des prairies en ce compris par le labour ou la conversion en culture y compris la culture de sapins de Noël. »

Art. 42. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit:

« 1° en l'absence d'arrêté de désignation du site Natura 2000 en vigueur, la destruction mécanique de la végétation des prairies en ce compris par le labour ou la conversion en culture y compris la culture de sapins de Noël; »;

2° dans le 6°, le mot "éligible" est remplacé par le mot "admissible".

Art. 43. Dans l'annexe 2 du même arrêté, les mots « 38. Pin sylvestre (*Pinus sylvestris*) » sont supprimés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 44. Les îlots de conservation supplémentaires délimités conformément à l'article 33, § 5, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale avant l'entrée en vigueur du présent arrêté qui ne sont pas désignés dans les zones de plus vieux bois de forêt admissible de la propriété concernée valent îlots de conservation supplémentaires au sens du présent arrêté pour autant qu'ils aient été désignés conformément à l'article 2, §§ 1^{er} et 2, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 et notifiés conformément à l'article 2, § 3, de l'arrêté précité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 45. Le présent arrêté garantit le respect des dispositions des articles 3 à 10, 12, 13 et 36 du Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Art. 46. L'arrêté du Gouvernement wallon 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale est abrogé.

Art. 47. Le présent arrêté s'applique à toutes les demandes d'aide en cours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sont soumises aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 ainsi que dans les sites candidats au réseau Natura 2000 et dans la structure écologique principale :

1° les demandes d'aide ou les demandes de paiement introduites avant l'année 2016;

2° les demandes de paiement qui visent l'attribution d'une tranche annuelle couvrant une période antérieure à l'année 2016;

3° les demandes de soutien relatives aux subventions à la restauration et à l'entretien visées au chapitre 5 approuvées par l'organisme payeur ou son délégué avant l'année 2016.

Art. 48. Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juillet 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204493]

14. JULI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross Compliance;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243, D.249;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 28 § 2 und § 4, abgeändert durch das Dekret vom 22. Mai 2008, Artikel 31, abgeändert durch die Dekrete vom 30. April 2009 und vom 22. Dezember 2010, Artikel 36 und 37, abgeändert durch das Dekret vom 22. Mai 2008;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur;

Aufgrund des am 7. Dezember 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 10. Dezember 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 10. Dezember 2015, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 17. Dezember 2015;

Aufgrund des am 12. Januar 2016 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen hohen Rates für die Erhaltung der Natur ("Conseil supérieur wallon de la conservation de la nature");

Aufgrund des am 6. April 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59.033/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Kommission durch ihre Entscheidung C(2015) 5117 vom 20. Juli 2015 das wallonische Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums für den Programmplanungszeitraum 2014-2020 genehmigt hat, und dass dieses Programm zu verwirklichen ist;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und für die Ministerialerlasse gelten folgende Definitionen:

1° Landwirtschaftliche Tätigkeit: die in Artikel 4 § 1 c) i) und ii) der Verordnung 1307/2013 angeführte Tätigkeit.

Buchstabe c), ii) wird durch die Artikel 8 bis 8/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 abgeänderten Fassung ausgeführt;

2° Verwaltung: die in Artikel D.3 Ziffer 3 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte Verwaltung;

3° Landwirt: der in Artikel D.3 Ziffer 4 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnte Landwirt, der eine landwirtschaftliche Tätigkeit im Sinne von Ziffer 1 ausübt;

4° biologisch wertvoller Baum: ein biologisch wertvoller Baum nach Artikel 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011;

5° abgestorbener Baum: ein abgestorbener Baum nach Artikel 3 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011;

6° Bezeichnungserlass: jeder gemäß Artikel 26 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur verabschiedete Erlass der Wallonischen Regierung;

7° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind;

8° Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Bestimmung der Kategorien der Bewirtschaftungseinheiten, die sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befinden können, sowie der dort anwendbaren Verbote und besonderen Vorbeugungsmaßnahmen;

9° Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

10° Erlass der Wallonischen Region vom 27. August 2015: der Erlass der Wallonischen Region vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

11° Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 über die Identifizierung im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems (InVeKoS), über die Erteilung einer landwirtschaftlichen Betriebsnummer, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2015. Mai 12 zur Gewährung einer gekoppelten Stützung zugunsten der Landwirte für die weiblichen Rinder des Fleischtyps, des Mischtyps und des Milchtyps sowie der Mutterschafe;

12° Ministerialerlass vom 27. März 2014: der Ministerialerlass vom 27. März 2014 zur Festlegung der Verfahren zur Notifizierung der Erhaltungsinseln und der Markierung der abgestorbenen Bäume, der biologisch wertvollen Bäume und der Erhaltungsinseln in den Natura 2000-Gebieten und in den um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten;

13° Extensiver Streifen: ein Wiesenstreifen in einer BE 4;

14° Produktivitätsklasse eines Nadelbaumbestands: die auf der Grundlage einer durch den Minister festgelegten Einstufung bestimmte Klasse unter Berücksichtigung der Oberhöhe des fünfzig Jahre alten Bestands;

15° Beihilfeantrag: der in Artikel 2, § 1, 3 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 erwähnte Antrag;

16° der Zahlungsantrag: der in Artikel 2, § 1, 4 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 und in Artikel 47 der Verordnung Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014 erwähnte Zahlungsantrag;

17° Antrag auf Fördermittel: der in Artikel 47 der Verordnung Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014 erwähnte Antrag auf Fördermittel;

18° Antrag auf Beihilfen für die Forstwirtschaft: der Beihilfeantrag und der Zahlungsantrag der im Bereich der Forstwirtschaft tätigen Person unter Angabe aller Forstparzellen in Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten einschließlich der Flächen;

19° Sammelantrag: der in den Artikeln 2 bis 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 erwähnte Antrag;

20° Wald: der in Artikel 2, § 1, *r*) der Verordnung Nr. 1305/2016 vom 17. Dezember 2013 erwähnte Wald sowie die Nebengelände wie z.B. die Lebensräume bildenden Flächen, Holzlagerungen, Äsungsbereiche, Sümpfe, Teiche, Schneisen, vorbehaltlich der Flächen, die vorrangig zu landwirtschaftlichen oder städtischen Zwecken genutzt werden;

21° Privater Bewirtschafter: die natürliche Person oder die juristische Person privaten Rechts, die dafür verantwortlich ist, als Landwirt oder als privater Waldbesitzer im Sinne von Artikel 30 Absatz 2 der Verordnung 1305/2013 vom 17. Dezember 2013 eine Parzelle in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur zu bewirtschaften;

22° Öffentlicher Bewirtschafter: die juristische Person öffentlichen Rechts, die eine Parzelle auf dem Gebiet der wallonischen Region in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur besitzt und Inhaber eines dinglichen Rechts an solchen Besitztümern ist, das das Nutzungsrecht daran mit sich bringt;

23° Erhaltungsinsel: eine in Artikel 2 § 1, § 2 und § 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 erwähnte Erhaltungsinsel;

24° Werktag: ein in Artikel D.3 Ziffer 21 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft erwähnter Tag;

25° Grundanforderung: alle verbindlichen Normen gemäß dem guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustand nach Artikel 94 und Anhang II des Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 vom 17. Dezember 2013, der einschlägigen Kriterien und der Mindesttätigkeiten in Anwendung von in Anwendung von Artikel 4 § 1 *c*) ii) der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013, ausgeführt durch die Artikel 8 bis 8/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 abgeänderten Fassung;

26° Rand: der in Artikel 1 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 erwähnte Rand;

27° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;

28° Identifizierungsnummer: die in Anwendung von Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015 zugeteilte Referenznummer;

29° Zahlstelle oder ihr Beauftragter: die in Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2015 zur Benennung der Zahlstelle für die Wallonie für die Fonds EGFL und ELER und zur Aufhebung der Artikel 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2013 zur Bestimmung der Zahlstelle für die Wallonie für die Fonds EGFL und ELER und zur Einrichtung eines Ausschusses zur Überwachung der Zahlstelle für die Wallonie erwähnte Zahlstelle oder die Einrichtung, die sie teilweise oder vollständig zur Ausübung ihrer Aufgaben bevollmächtigt hat;

30° Agrarparzelle: eine in Artikel 1 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 erwähnte Agrarparzelle;

31° Genehmigung: die in Artikel 1*bis* Ziffer 28 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur erwähnte Genehmigung einschließlich der nach den Artikeln 5, 28 und 41 desselben Gesetzes erteilten Abweichungen und Genehmigungen;

32° Grünland: das in Artikel 1 Ziffer 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen erwähnte Grünland, einschließlich der auf der Parzelle vorhandenen topografischen Bestandteile, die den Lebensraum bilden, wie die einheimischen Bäume, die einheimischen Hecken und die Tümpel nach Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 sowie die einheimischen Büsche und Sträucher von Laubbaumarten, die eine Höhe von mehr als 1m50 aufweisen und die Haine mit einer Fläche von weniger als 10 Ar;

33° Verordnung Nr. 1305/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

34° Verordnung Nr. 1306/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

35° Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 640/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates in Bezug auf das integrierte Verwaltungs- und Kontrollsystem und die Bedingungen für die Ablehnung oder Rücknahme von Zahlungen sowie für Verwaltungssanktionen im Rahmen von Direktzahlungen, Entwicklungsmaßnahmen für den ländlichen Raum und der Cross-Compliance;

36° Verordnung Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen für die ländliche Entwicklung und der Cross-Compliance;

37° DAWI: die Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse im Sinne der Artikel 14 und 106 § 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, kurz AEUV, sowie des dem AEUV beigefügten Protokolls Nr. 26, für den ein Mandat im Sinne der Artikel 27 bis 38 nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten festgelegt wird;

38° Agrarfläche: die in Artikel 4 § 1 *e*) der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 erwähnte und in dem integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem, kurz InVeKoS, angegebene Agrarfläche;

39° BE: eine im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 erwähnte Bewirtschaftungseinheit.

KAPITEL II — *Gemeinsame Bestimmungen**Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

Art. 2 - Nur für die Flächen, die auf dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind, können kraft des vorliegenden Erlasses Entschädigungen und Zuschüsse gewährt werden.

Art. 3 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter zahlt die Entschädigungen und Zuschüsse, führt die Beitreibung der ungeschuldet getätigten Zahlungen durch, verhängt Geldstrafen und behandelt die Beschwerden.

Art. 4 - Der Generaldirektor der Verwaltung oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, gewährleistet die Festlegung, Genehmigung und Anweisung der Ausgaben bezüglich der gemäß Artikel 25 gewährten ergänzenden nicht landwirtschaftlichen Zuschüsse.

Art. 5 - Die in den Artikeln 25 bis 35 erwähnten Zuschüsse sind Teil des Gesamtbetrags der De-minimis-Beihilfen nach Artikel 2 der Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen.

Abschnitt 2 — Ökologische Hauptstruktur

Art. 6 - Die ökologische Hauptstruktur wird gebildet aus Natura 2000-Gebieten, sich um das Netz Natura 2000 bewerbenden Gebieten und biologisch wertvollen Gebieten.

Ein biologisch wertvolles Gebiet ist eine geographische Einheit, die mehrere Einheiten homogener Lebensräume oder Biotope umfasst, die aneinander grenzen oder nicht mehr als 600 Meter voneinander entfernt sind. Das Gebiet weist wenigstens eine seltene, gefährdete oder geschützte Art oder wenigstens einen seltenen, gefährdeten oder geschützten Lebensraum im Sinne der Artikel 2, 2*bis* und 3 § 1 und § 2 Ziffer 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur auf.

Art. 7 - Außerhalb der Natura 2000-Gebiete und der sich um das Netz Natura 2000 bewerbenden Gebiete bestimmt der Minister die ökologische Hauptstruktur. Er aktualisiert diese regelmäßig um den neuen biologischen Informationen sowie den von den Verantwortlichen vor Ort durchgeführten Maßnahmen zum Schutz und zur Wiederherstellung Rechnung zu tragen und die Grenzen dieser Maßnahmen zu bestimmen.

Abschnitt 3 — Zahlung und Beitreibung ungeschuldet gezahlter Beträge

Unterabschnitt 1 — Beachtung der Anforderungen

Art. 8 - § 1 - Zusätzlich zu den Grundanforderungen beachten die Begünstigten der in den Kapiteln 3 und 4 erwähnten Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 und gegebenenfalls in dem Bezeichnungserlass angeführten Maßnahmen.

Die in Kapitel 4 erwähnten Beihilfeempfänger:

1° markieren materiell vor Ort die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 erwähnten Erhaltungseinseln nach dem Modalitäten des Ministerialerlasses vom 27. März 2014;

2° markieren materiell vor Ort die in Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 erwähnten abgestorbenen Bäume und die biologisch wertvollen Bäume nach den Modalitäten des Ministerialerlasses vom 27. März 2014.

§ 2 - Die Begünstigten der in Kapitel 5 erwähnten Zuschüsse beachten die Verpflichtungen und sonstigen Auflagen, die im Erlass zur Gewährung des Zuschusses angeführt werden.

Sie beachten des weiteren die Verpflichtungen in Sachen Information und Öffentlichkeitsarbeit nach Artikel 13 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER).

Unterabschnitt 2 — Zahlung

Art. 9 - § 1 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter zahlt jährlich die in Kapitel 3 erwähnten Entschädigungen auf der Grundlage eines über den Sammelantrag eingereichten Zahlungsantrags.

§ 2 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter zahlt jährlich die in Kapitel 4 erwähnten Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse auf der Grundlage eines über den Antrag auf Beihilfen für die Forstwirtschaft eingereichten Zahlungsantrags.

Der in Absatz 1 erwähnte Beihilfeantrag wird bei der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten innerhalb der durch den Minister festgelegten Fristen eingereicht. Diese Fristen dürfen nicht nach dem 15. Mai des Antragsjahres liegen.

§ 3 - Die Zahlung der in Kapitel 5 erwähnten Zuschüsse erfolgt gemäß den Artikeln 36 und 37.

Art. 10 - § 1 - Den eingereichten Anträgen auf Beihilfen, auf Zahlungen und auf Unterstützungen, die zur Zahlung einer Entschädigung oder eines Zuschusses berechtigen, wird stattgegeben bis die verfügbaren Haushaltsmittel erschöpft sind.

§ 2. Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter berechnet den Betrag der auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährten Entschädigungen und Zuschüsse unter Berücksichtigung aller erheblichen Angaben, über die er verfügt, einschließlich:

1° der Angaben des Beihilfeantrags, des Unterstützungsantrags und des Zahlungsantrags;

2° des Bezeichnungserlasses, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011;

3° der für die Parzellen die Gegenstand einer Beihilfe sind, gewährten Genehmigungen;

4° der in Artikel 37 erwähnten Konformitätsbescheinigung;

5° der Angaben aus den Verwaltungskontrollen und gegebenenfalls der Kontrollen vor Ort.

Art. 11 - § 1 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter zahlt die in Kapitel 3 und in Kapitel 4 erwähnten Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse frühestens am 1. Dezember des Jahres, auf das sie sich beziehen, und spätestens am 30. Juni des darauffolgenden Jahres.

Der Zeitraum, auf den sich die in Absatz 1 erwähnten Entschädigungen oder Zuschüsse beziehen, beginnt am 1. Januar des Jahres, auf das sie sich beziehen, und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

§ 2 - Gemäß Artikel 75 § 1 Absatz 4 der Verordnung Nr. 1306/2013 können vor dem 1. Dezember, jedoch erst ab dem 16. Oktober Vorschüsse gezahlt werden, die sich auf bis zu 75% des Gesamtbetrags der in den Artikeln 20 und 23 erwähnten Entschädigungen oder des in Artikel 25 erwähnten Zuschusses belaufen können.

§ 3 - Eine Mitteilung über die Berechnung der gewährten Entschädigung oder des gewährten Zuschusses wird dem Begünstigten nach jeder Zahlung übermittelt.

Unterabschnitt 3 — Beitreibung ungeschuldet gezahlter Beträge

Art. 12 - Werden in Kapitel 3, in Kapitel 4 Abschnitt 1 und in Kapitel 5 vorgesehene Entschädigungen oder Zuschüsse ungeschuldet gezahlt, so kann die Zahlstelle oder ihr Beauftragter einen Ausgleich nach Artikel D.258 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, oder eine Beitreibung nach Artikel D.259 und D.260 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vornehmen.

Art. 13 - Wird ein aufgrund von Kapitel 4 Abschnitt 2 gewährter Zuschuss ungeschuldet gezahlt, so kann die Zahlstelle oder ihr Beauftragter einen Ausgleich mit jeglichem anderen dem Antragsteller geschuldeten Betrag vornehmen.

Die Beitreibung einer ungeschuldet getätigten Zahlung erfolgt dadurch, dass sie von den Zahlungen oder von den Vorschüssen, die zugunsten des betroffenen Begünstigten nach Beschluss der Beitreibung stattfinden, abgezogen wird.

Im Falle einer Pfändung, einer Abtretung, eines Beistands oder eines Insolvenzverfahrens bleibt Absatz 2 anwendbar.

Abschnitt 4 — Kontrolle

Art. 14 - § 1 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter überprüft im Rahmen einer Verwaltungskontrolle und einer Kontrolle vor Ort die Beachtung:

1° der Beihilfebedingungen der gemäß vorliegendem Erlass gewährten Beihilfen;

2° der in Artikel 8 angeführten Anforderungen;

3° gegebenenfalls, der aufgrund von Artikel 26 § 3 Absatz 4 und Artikel 27 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur zustande gekommenen Genehmigungen oder Verträge und der in Artikel 1 Ziffer 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 erwähnten Verwaltungspläne, durch die manche der in Artikel 8 vorgesehenen Anforderungen angepasst werden können.

§ 2 - Der Begünstigte erlaubt den zuständigen Beamten und Bediensteten das Betreten seines Eigentums, um die ordnungsgemäße Umsetzung der aufgrund des vorliegenden Erlasses getroffenen Maßnahmen zu überprüfen.

§ 3 - Jede Ablehnung der Kontrolle durch einen Begünstigten oder jede absichtliche Handlung, die diese beeinträchtigt, führt von Rechts wegen, außer im Falle höherer Gewalt oder außergewöhnlicher Umstände, zu einer Kürzung bzw. einem Verlust der Beihilfe.

Abschnitt 5 — Strafmaßnahme

Art. 15 - § 1 - Für die in Kapitel 3 und 4 vorgesehenen Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse führt nach Artikel 5 und 6 der Verordnung Nr. 809/2014 vom 17. Juli 2014 die Nichtbeachtung der Beihilfebedingungen sowie der in Artikel 8 angeführten Anforderungen zu Kürzungen, Streichungen der Beihilfen oder zu Sanktionen.

§ 2 - In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 1 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 werden die in § 1 erwähnten Beihilfen vollständig gestrichen, wenn die Beihilfebedingungen nicht erfüllt sind.

§ 3 - In Übereinstimmung mit Artikel 35 §§ 2 und 3 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 wird die Höhe der Kürzungen bei Nichtbeachtung der in Artikel 8 § 1 angeführten Anforderungen je nach Schwere, Umfang, Dauer und Häufigkeit des festgestellten Verstoßes festgesetzt.

Der Minister kann eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der festgestellten Nichtbeachtung der Anforderungen festlegen.

§ 4 - In ordnungsgemäß begründeten, vom Minister vorgesehenen Fällen kann die Zahlstelle oder ihr Beauftragter je nach Schwere, Ausmaß und Dauer des festgestellten Verstoßes eine höhere oder niedrigere Kürzungsstufe verkünden als diejenige, die in der Kürzungstabelle festgesetzt ist.

In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 3 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 kann die Kürzung der Beihilfe bei Wiederholung oder Fortbestehen der Regelwidrigkeit nach den vom Minister vorgesehenen Bestimmungen erhöht werden.

Werden für ein und dieselbe BE bzw. ein und dieselbe Parzelle mehrere Fälle der Nichtbeachtung der Anforderungen festgestellt, so kann der Minister eine größere Kürzung als diejenige vorsehen, die aufgrund von § 3 Absatz 2 festgesetzt wurde.

§ 5 - In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 5 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 wird der Begünstigte im Falle eines Verstoßes, der angesichts des Ausmaßes seiner Auswirkungen im Hinblick auf die Ziele der nicht erfüllten Verpflichtungen oder Auflagen als schwerwiegend eingestuft wird, im betreffenden sowie in dem darauffolgenden Kalenderjahr von der Beihilfe ausgeschlossen und wird ihm die Beihilfe verweigert und ggf. ganz zurückgenommen.

§ 6 - Wird festgestellt, dass der Begünstigte falsche Nachweise vorgelegt hat, um die Beihilfe zu erhalten, oder er es versäumt hat, die erforderlichen Informationen zu liefern, so wird er in Übereinstimmung mit Artikel 35 § 6 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 im Kalenderjahr der Feststellung und im darauf folgenden Jahr von der Maßnahme ausgeschlossen. Die Beihilfe wird ihm ebenfalls verweigert, ggf. ganz zurückgenommen.

Art. 16 - § 1 - Werden die Beihilfebedingungen für die in Kapitel 5 genannten Wiederherstellungs- und Instandhaltungszuschüsse nicht erfüllt, so wird die Beihilfe in Übereinstimmung mit Artikel 35 § 1 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 ganz abgeschafft.

§ 2 - In Übereinstimmung mit Artikel 35 §§ 2 und 3 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 wird die Höhe der Kürzungen bei Nichtbeachtung der in Artikel 8 § 2 angeführten Anforderungen je nach Schwere, Umfang, Dauer und Häufigkeit des festgestellten Verstoßes festgesetzt.

Der Minister kann die anzuwendenden Kürzungen für Nicht- oder Teilerfüllung der in Artikel 8 § 2 angeführten Anforderungen bestimmen.

In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 3 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 kann die Kürzung der Beihilfe bei Wiederholung oder Fortbestehen der Regelwidrigkeit nach den vom Minister vorgesehenen Bestimmungen erhöht werden.

Werden für ein und dieselbe BE bzw. ein und dieselbe Parzelle mehrere Fälle von Nichtbeachtung der Anforderungen festgestellt, so kann der Minister eine größere Kürzung als diejenige vorsehen, die aufgrund von § 2 Absatz 2 festgesetzt wurde.

Wenn der Begünstigte nachweist, dass die nicht ausgeführten Arbeiten nicht auf ein Verschulden seinerseits zurückzuführen sind, wird keine Kürzung vorgenommen.

§ 3 - In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 5 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 wird der Begünstigte im Falle eines Verstoßes, der angesichts des Ausmaßes seiner Auswirkungen im Hinblick auf die Ziele der nicht erfüllten Verpflichtungen oder Auflagen als schwerwiegend eingestuft wird, im betreffenden sowie in dem darauffolgenden Kalenderjahr von der Beihilfe ausgeschlossen und wird ihm die Beihilfe verweigert und ggf. ganz zurückgenommen.

§ 4 - Wird festgestellt, dass der Begünstigte falsche Nachweise vorgelegt hat, um die Beihilfe zu erhalten, oder verabsäumt hat, die erforderlichen Informationen zu liefern, so wird er in Übereinstimmung mit Artikel 35 § 6 der Verordnung Nr. 640/2014 vom 11. März 2014 im Kalenderjahr der Feststellung und im darauf folgenden Jahr von der Maßnahme ausgeschlossen. Die Beihilfe wird ihm ebenfalls verweigert, ggf. ganz zurückgenommen.

§ 5 - In Übereinstimmung mit Artikel 63 der Verordnung (EU) Nr. 809/2014 sind Kürzungen und Sanktionen auf die in Kapitel 5 Abschnitt 2 genannten Wiederherstellungs- und Instandhaltungszuschüsse anzuwenden, falls bei den Verwaltungskontrollen und den Kontrollen vor Ort nicht beihilfefähige Ausgaben festgestellt werden.

Abschnitt 6 — Abtretung

Art. 17 - Für die Beantragung oder Gewährung einer Entschädigung oder eines Zuschusses gilt eine Abtretung ab dem ersten Januar des Jahres nach der besagten Abtretung.

Art. 18 - § 1 - Wenn der Antragsteller oder der Begünstigte eines in Kapitel 5 genannten Zuschusses ein Nutzungsrecht an einer Parzelle, oder einem Teil davon, die in einem Natura 2000-Gebiet oder in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet liegt, oder eine im Rahmen dieses Erlasses eingegangene Verpflichtung zeitweilig oder endgültig unter Lebenden an einen Dritten abtritt oder vergibt, teilt der Abtretende dem Übernehmer durch jegliches Mittel, durch das aufgrund von Artikel D.15 und D.16 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, über ein von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten zur Verfügung gestelltes Formular die Verpflichtungen mit, die sich auf die von der Abtretung betroffene Parzelle beziehen, und dies innerhalb von drei Monaten ab der Abtretung.

§ 2 - Binnen eines Monats nach dieser Mitteilung an den Übernehmer übersenden der Abtretende und der Übernehmer der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten durch jegliches Mittel, durch das aufgrund von Artikel D.15 und D.16 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, das in § 1 genannte, vom Übernehmer mitunterzeichnete Formular, in dem festgehalten wird, dass dieser die Verpflichtungen übernimmt.

Findet die Einsendung des in Absatz 1 vorgesehenen Formulars nicht statt, dann bleibt der Abtretende an seine Verpflichtungen gebunden.

§ 3 - Außer bei vorheriger Ausnahmegenehmigung durch die Verwaltung halten sich die Übernehmer an die mit dem Bezeichnungserlass verbundenen Auflagen und die aufgrund des vorliegenden Erlasses eingegangene Verpflichtung bis zu ihrem Ablauf.

Art. 19 - Verstirbt der Antragsteller oder der Begünstigte eines Zuschusses, so setzen seine Erben bzw. Vermächtnisnehmer die Zahlstelle oder ihren Beauftragten binnen drei Monaten nach dem Versterben davon in Kenntnis, indem sie ihnen durch jegliches Mittel, durch das aufgrund von Artikel D.15 und D.16 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft der Einsendung ein sicheres Datum verliehen werden kann, das in § 1 genannte Formular übersenden. Die Erben bzw. Vermächtnisnehmer halten sich an die mit dem Bezeichnungserlass verbundenen Auflagen und die vom Erblasser aufgrund des vorliegenden Erlasses eingegangene Verpflichtung bis zu ihrem Ablauf.

KAPITEL III — Landwirtschaftliche Entschädigung

Art. 20 - Die landwirtschaftlichen Entschädigungen werden nur für eine als Grünland angemeldete Agrarfläche gewährt.

Der Minister legt die Beträge der für die landwirtschaftlichen Entschädigungen gewährten Beihilfen in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm zur ländlichen Entwicklung fest.

Der Minister kann den Betrag der Entschädigungen kürzen, wenn die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 oder in einem Bezeichnungserlass angeführten Erhaltungsmaßnahmen durch eine Genehmigung aufgehoben werden. Der Minister bestimmt die Höhe und das Ausmaß dieser Kürzungen.

Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter passt die Höhe der Entschädigungen an die Bewirtschaftungseinheit an, die in der in Artikel 37 erwähnten Konformitätsbescheinigung ausgewiesen ist, wenn diese spätestens bis zum 1. Januar des Zeitraums, auf den sich die Entschädigungen beziehen, von der Verwaltung für gültig erklärt wird.

Art. 21 - Anspruch auf die in Artikel 20 erwähnte Entschädigung hat der Landwirt, der alle folgenden Beihilfebedingungen gleichzeitig erfüllt:

1° Er verfügt über eine landwirtschaftliche Betriebsnummer in Übereinstimmung mit Kapitel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015;

2° Er reicht jedes Jahr ein Sammelantragsformular ein;

3° Die Parzelle steht ihm zur Verfügung in Übereinstimmung mit Artikel 39 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015;

4° Er verfügt über eine kumulierte Fläche, die zu einer Entschädigung von mindestens hundert Euro führt;

5° Er übt eine landwirtschaftliche Tätigkeit auf der Parzelle aus.

KAPITEL IV — Entschädigung und ergänzende Zuschüsse nicht landwirtschaftlicher Art

Abschnitt 1 — Nicht landwirtschaftliche Entschädigung

Art. 22 - Der Minister legt die Waldflächen, die Gegenstand einer nicht landwirtschaftlichen Entschädigung sein können, in Übereinstimmung mit dem Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums fest.

Art. 23 - Der Minister legt die Beträge der für die nicht landwirtschaftlichen Entschädigungen gewährten Beihilfen in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm zur ländlichen Entwicklung fest.

Der Minister kann den Betrag der Entschädigungen kürzen, wenn die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011, im Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 oder in einem Bezeichnungserlass angeführten Erhaltungsmaßnahmen durch eine Genehmigung aufgehoben werden. Der Minister bestimmt die Höhe und das Ausmaß dieser Kürzungen.

Art. 24 - Anspruch auf die in Artikel 23 erwähnte Entschädigung hat der private Bewirtschafter, der alle folgenden Beihilfebedingungen erfüllt:

1° Er ist bei der Zahlstelle identifiziert in Übereinstimmung mit Kapitel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Dezember 2015;

2° Er reicht jedes Jahr ein Formular zur Beantragung von Beihilfen für die Forstwirtschaft ein;

3° Die Parzelle(n) steh(t)(en) ihm tatsächlich zur Verfügung;

4° Er meldet alle seine Parzellen an, die in einem Natura 2000-Gebiet liegen und die er bewirtschaftet. Die Abgrenzung dieser Parzellen erfolgt möglichst anhand materieller Elemente, die vor Ort vorhanden sind. Sie weisen eine Mindestfläche von 10 Ar und eine Höchstfläche von 30 Hektar auf, es sei denn, es gibt keine materiellen Elemente zu deren Abgrenzung;

5° Er verfügt über eine kumulierte Fläche, die zu einer Entschädigung von mindestens hundert Euro führt;

6° Er identifiziert die Erhaltungsinsel auf dem Fotoplan;

7° Er gibt für jede Parzelle außerhalb einer Erhaltungsinsel die Anzahl der abgestorbenen und biologisch wertvollen Bäume an;

8° Er beachtet den Artikel 56 §§ 1 und 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur.

Abschnitt 2 — Nicht landwirtschaftlicher ergänzender Zuschuss

Art. 25 - § 1 - Der private Bewirtschafter, der Anspruch auf die in Abschnitt 1 erwähnten nicht landwirtschaftlichen Entschädigungen hat, kann einen ergänzenden Zuschuss erhalten, wenn er im Rahmen seiner in Artikel 24 Ziffer 2 genannten Beantragung den diesbezüglichen Antrag stellt.

Gewährt wird dieser ergänzende Zuschuss für die folgenden Flächen:

1° Randfläche, die aus einem maximal zwanzig Meter breiten Streifen über die ersten zehn Meter Randfläche hinaus besteht;

2° Fläche Erhaltungsinsel, die über die ersten drei Prozent der Fläche der Erhaltungsinsel eines beihilfefähigen Waldes hinausgeht.

Die beihilfefähige Fläche für die zusätzlichen Erhaltungsinseln macht nicht mehr als zehn Prozent der Gesamtfläche des im Natura 2000-Gebiet liegenden Waldes aus, den er bewirtschaftet.

§ 2 - Anspruch auf diesen ergänzenden Zuschuss hat der Privatbewirtschafter, der die folgenden Elemente auf dem Fotoplan identifiziert:

1° Ränder;

2° Erhaltungsinseln, die ebenfalls vor Ort materiell so markiert sind, wie im Ministerialerlass vom 27. März 2014 vorgegeben.

§ 3 - Der in § 1 erwähnte Zuschuss kann ebenfalls von öffentlichen Bewirtschaftern, mit Ausnahme der regionalen und föderalen Bewirtschafter, ungeachtet der Fläche Forste und Wälder, die sie bewirtschaften, beantragt werden, und zwar unter den gleichen Bedingungen wie denjenigen, die in §§ 1 und 2 erwähnt sind für die Flächen, die das durch Artikel 71 Absatz 1 Ziffer 4 und Absatz 2 des Forstgesetzbuches festgelegte Minimum überschreiten.

§ 4 - Der ergänzende Zuschuss beträgt hundert Euro je Hektar nach § 1 Absatz 2.

§ 5 - Die kumulierte Mindestfläche, die Anspruch auf den ergänzenden Zuschuss verleiht, entspricht einem Hektar. Sie kann aus mehreren Bestandteilen bestehen, soweit diese eine individuelle Fläche von mindestens 10 Ar haben.

Die zusätzlichen Erhaltungsinseln werden vom Bewirtschafter im Einvernehmen mit dem zuständigen Direktor der Abteilung Natur und Forstwesen oder dessen Beauftragten in den ältesten Beständen des beihilfefähigen Waldes des betreffenden Eigentums oder in den Gebieten von besonderem biologischem Interesse bestimmt.

Die zusätzlichen Erhaltungsinseln werden nicht in den offenen Lebensräumen bestimmt.

§ 6 - Die Ränder und Erhaltungsinseln, für die dieser ergänzende Zuschuss in Anspruch genommen wird, bleiben mindestens dreißig Jahre erhalten.

Art. 26 - Der Antragsteller eines nicht landwirtschaftlichen ergänzenden Zuschusses kann unter Beachtung der Artikel D.17, D.18 und D.257 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft eine Beschwerde gegen den Beschluss der Zahlstelle oder ihres Beauftragten zur Gewährung oder Ablehnung dieses Zuschusses einreichen.

Art. 27 - Die Eigenschaft als Privatbewirtschafter, der Anspruch auf die in Abschnitt 1 genannten nicht landwirtschaftlichen Entschädigungen hat, oder als weder regionaler noch föderaler öffentlicher Bewirtschafter eines beihilfefähigen Waldes gilt als Mandat, die Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI) zur Schaffung von Rändern und Erhaltungsinseln, so wie sie in Artikel 25 § 1 definiert wird, zu übernehmen.

KAPITEL V — Zuschüsse für die Wiederherstellung sowie die Instandhaltung der offenen Lebensräume

Abschnitt 1 — Auswahl der Projekte

Art. 28 - § 1 - Ein Zuschuss kann für Arbeiten zur Wiederherstellung von natürlichen Lebensräumen und Habitaten von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, für Arbeiten zur Instandhaltung der offenen Lebensräume sowie für den Grunderwerb im Rahmen eines Verfahrens zum Aufruf von Projekten gewährt werden.

Der Antragsteller des Zuschusses reicht den Antrag auf Fördermittel nach den im Projektaufruf vorgesehenen Formvorschriften ein.

§ 2 - Der Minister bestimmt in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm zur ländlichen Entwicklung die Auswahlkriterien, die Auswahlmethode und die Mindestpunktzahl nach Zustimmung des Begleitausschusses.

§ 3 - Der Zuschuss wird den öffentlichen oder privaten Bewirtschaftern von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken gewährt, der Erwerb von Ländereien jedoch ist den öffentlichen Bewirtschaftern vorbehalten.

Art. 29 - Die Zahlstelle oder ihr Beauftragter kann im Rahmen der Untersuchung der Auswahlkriterien zusätzliche Unterlagen oder Auskünfte vom Antragsteller verlangen.

Abschnitt 2 — Zuschüsse für die Wiederherstellung oder die Instandhaltung von natürlichen Lebensräumen und Habitaten von Arten von gemeinschaftlichem Interesse

Art. 30 - § 1 - Für einen Wiederherstellungs- und Instandhaltungszuschuss können folgende Arbeiten berücksichtigt werden:

- 1° Abholzung;
- 2° Gestrüppentfernung;
- 3° Anlegen von Zäunen;
- 4° Errichtung von Schafhütten;
- 5° Zuschütten von Sickerleitungen;
- 6° Plaggendüngung, Kreiselbrechen, Fräsen;
- 7° Instandhaltung der offenen Lebensräume;
- 8° Wiederanpflanzung von einheimischen Laubbaumarten auf dem Standort;
- 9° Schaffung oder Ausbaggerung von Tümpeln;
- 10° jegliche sonstige Arbeit zur Verbesserung oder Erhaltung des Erhaltungszustands der Lebensräume oder Arten von gemeinschaftlichem Interesse.

Zu den in Absatz 1 aufgeführten Zwecken können die Anschaffung von Material wie Zaundraht, Pflanzenmaterial oder didaktisches Material, oder alle sonstigen durch die Arbeiten entstandenen Kosten Gegenstand des Zuschusses sein.

§ 2 - Die öffentliche Fördermaßnahme deckt:

1° in den in § 1 Absatz 1 Ziffer 1, 2, 3 und 5 bis 10 aufgeführten Fällen und für die in § 1 Absatz 2 erwähnten Anschaffung und Kosten, hundert Prozent der tatsächlich anfallenden Kosten, unabhängig davon, ob die Arbeiten von einem Unternehmen oder vom Antragsteller selber ausgeführt werden.

2° in dem in § 1 Absatz 1 Ziffer 4 aufgeführten Fall, vierzig Prozent des Gesamtbetrags der Arbeiten, wobei diese 3.000 Euro/Hütte bei maximal einer Hütte für je fünf Hektar wiederhergestellten oder instandgehaltenen Lebensraums nicht überschreiten dürfen.

Art. 31 - Zur Gewährung eines Wiederherstellungs- und Instandhaltungszuschusses müssen alle folgenden Bedingungen gleichzeitig erfüllt sein:

- 1° Die Parzelle, die Gegenstand des Zuschussantrags ist, befindet sich in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur;
- 2° Die Parzelle wurde auf ihr biologisches Potenzial geprüft;
- 3° Der Begünstigte verpflichtet sich, die im Bezuschussungserlass festgelegten Bedingungen je nach Kategorie und Art der vorgesehenen Wiederherstellungsarbeiten zu erfüllen.

Art. 32 - Ein Zuschuss für die vorzeitige Nutzung von Nadelbaumarten kann nur für Parzellen mit Nadelbaumbeständen der Produktivitätsklassen 5 und 6 in Gebieten gewährt werden, in denen beim Pflanzen die Anpflanzung von Nadelbäumen gesetzlich erlaubt war.

Art. 33 - Die Arbeiten werden spätestens innerhalb von zweiundzwanzig Monaten nach dem Datum ausgeführt, an dem der Auswahlbeschluss zugestellt wurde, es sei denn, eine Ausnahmegenehmigung wurde durch die Zahlstelle oder ihren vom Minister benannten Beauftragten erteilt.

Art. 34 - Nach Ausführung der Wiederherstellungs- oder Instandhaltungsarbeiten hält der Zuschussempfänger die Parzelle während eines vom Minister bestimmten Zeitraums in einem Zustand, der den im Bezuschussungserlass festgelegten Bedingungen entspricht.

Abweichend von Absatz 1, wenn die Bedingung des Bezuschussungserlasses die Erhaltung von offenen Lebensräumen betrifft, der Bewirtschafter einen Zuschuss für diese Arbeiten beantragt und die Beihilfebedingungen erfüllt, den Zuschuss aber aufgrund unzureichender Haushaltsmittel nicht erhalten kann, weil die zugewiesenen Geldmittel rückgängig gemacht worden wären oder dem Bewirtschafter nicht mehr zur Verfügung stünden, ist dieser für das betreffende Haushaltsjahr nicht mehr verpflichtet, die Auflage betreffend die Erhaltung des offenen Lebensraums zu beachten.

Abschnitt 3 — Grunderwerb

Art. 35 - In den in Abschnitt 2 genannten Fällen kann der Grunderwerb Gegenstand des Zuschusses sein, wenn er an ein Wiederherstellungsprojekt oder an eine Investition im Zusammenhang mit der Instandhaltung des Naturerbes gekoppelt wird.

Die Beträge, die aufgrund des Grunderwerbs geltend gemacht werden können, machen maximal neunzig Prozent der beihilfefähigen Gesamtausgaben des Wiederherstellungs- oder Instandhaltungsprojekts aus.

Jedes mit dem Zuschuss zu erwerbende Grundstück:

- 1° bietet die Gewähr seiner endgültigen Bestimmung zu Naturerhaltungszwecken, darunter auch die Wiederherstellung oder die Instandhaltung der natürlichen Lebensräume und Habitate von Arten von gemeinschaftlichem Interesse;
- 2° wird langfristig Naturerhaltungszwecken vorbehalten;
- 3° bleibt das Eigentum des öffentlichen Käufers zumindest so lange, wie die Zielsetzung verfolgt wird.

Hinsichtlich der Kosten im Zusammenhang mit dem Grunderwerb werden die allgemeinen Kosten auf maximal fünfzehn Prozent der beihilfefähigen Projektausgaben begrenzt.

Die Mehrwertsteuer und die Registrierungsgebühren werden nicht berücksichtigt.

Abschnitt 4 — Auszahlung der Zuschüsse

Art. 36 - Der dem Antrag auf Fördermittel entsprechende Betrag wird von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten nach einer Verwaltungskontrolle und einer Kontrolle vor Ort auf der Grundlage eines Zahlungsantrags, der die vom Antragsteller beglichenen Rechnungen oder, falls die Arbeiten vom Antragsteller selber ausgeführt werden, eine Schuldforderung umfasst, in einem Mal ausgezahlt.

Die vorgelegten Rechnungen bzw. die Schuldforderung werden von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten für gültig erklärt.

Wird zur Durchführung von Handlungen oder Arbeiten eine Genehmigung oder eine Erklärung benötigt, so werden die Zuschüsse nur ausbezahlt, wenn der Antragsteller vorab die Genehmigung erhalten oder seine Erklärung zugestellt hat.

Art. 37 - Nach der Fertigstellung von Wiederherstellungsarbeiten erteilt die Zahlstelle oder ihr Beauftragter dem Bewirtschafter eine Konformitätsbescheinigung und eine Bescheinigung über die Zustellung der Berechnung des auszahlenden Zuschussbetrags.

Diese Bescheinigung erläutert die Berechnung des Zuschussbetrags, wiederholt die Bedingungen und Verpflichtungen, die zu beachten sind, sowie die Einheit bzw. die Einheiten, in denen die wiederhergestellte(n) Parzelle(n) kartographisch erfasst sein werden.

Gegebenenfalls ermöglicht sie dem Bewirtschafter, die in Kapitel 3 und 4 vorgesehenen Entschädigungen und ergänzenden Zuschüsse zu beantragen.

Abschnitt 5 — DAWI — Mandat

Art. 38 - Die Eigenschaft als privater oder öffentlicher Bewirtschafter von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken, die sich in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur befinden, gilt als Mandat, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI) zur Wiederherstellung und Instandhaltung von natürlichen Lebensräumen und Habitaten von Arten von gemeinschaftlichem Interesse im Sinne von Artikel 30 § 1 zu übernehmen.

Die Eigenschaft als öffentlicher Bewirtschafter von in der Wallonischen Region gelegenen Grundstücken, die sich in einem Natura 2000-Gebiet, in einem um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiet oder in der ökologischen Hauptstruktur befinden, gilt als Mandat, die Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse (DAWI) zum Erwerb von Grundstücken im Sinne von Artikel 35 Absatz 3 zu übernehmen, um dort ein Wiederherstellungsprojekt durchzuführen oder eine Investition im Zusammenhang mit der Instandhaltung des Naturerbes zu tätigen.

KAPITEL VI — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind*

Art. 39 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2011-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 8 wird durch das Folgende ersetzt:

«8° beihilfefähiger Wald: Forste und Wälder, die Gegenstand einer Beihilfe sein können, im Sinne von Artikel 22 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur, zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 zur Festlegung der allgemeinen Vorbeugungsmaßnahmen, die auf die Natura 2000-Gebiete sowie auf die um eine Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebiete anwendbar sind, und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur;»

b) Es wird eine Ziffer 16 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«29° Grünland:

a) für die im Sammelantrag angemeldeten Parzellen,

das Grünland im Sinne von Artikel 1 Ziffer 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über Beihilfen für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, darunter auch die topographischen Elemente, die auf der Parzelle vorhanden und Bestandteile des Habitats sind, wie die einheimischen Bäume, die einheimischen Hecken und die Tümpel im Sinne von Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 sowie die über anderthalb Meter hohen Büsche und Sträucher einheimischer Laubbaumarten und die Gehölze mit einer Fläche von weniger als 10 Ar;

b) für die Parzellen, die im Sammelantrag nicht angemeldet worden sind, jegliche zu mehr als fünfzig Prozent mit Gras bewachsene Fläche und sonstige zur Beweidung geeignete Flächen, die unter wichtige Maßnahmen zur Erhaltung der Lebensräume und Arten-Habitats fallen, darunter auch die felsigen Lebensräume und die hochstämmigen Obstwiesen.»

Art. 40 - In Artikel 2 § 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Im ersten Satz werden die Wörter "beihilfeberechtigten Forsten und Wäldern" durch die Wörter "einem beihilfefähigen Wald" ersetzt;

2° Unter Ziffer 2 werden die Wörter "beihilfeberechtigten Forstes" durch die Wörter "beihilfefähigen Waldes" ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird Ziffer 6 durch Folgendes ersetzt:

«6° ab dem Inkrafttreten des Erlasses zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets, die mechanische und chemische Zerstörung der Grünlandvegetation, auch durch das Pflügen oder die Umstellung auf Anbau, einschließlich des Anpflanzens von Weihnachtsbäumen.»

Art. 42 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt:

«1° in Ermangelung eines geltenden Erlasses zur Bezeichnung des Natura 2000-Gebiets, die mechanische Zerstörung der Grünlandvegetation, auch durch das Pflügen oder die Umstellung auf Anbau, einschließlich des Anpflanzens von Weihnachtsbäumen;»

2° Unter Ziffer 6 werden die Wörter "beihilfeberechtigten Forst" durch die Wörter "beihilfefähigen Wald" ersetzt.

Art. 43 - In Anlage 2 desselben Erlasses werden die Wörter "38. Waldkiefer (*Pinus sylvestris*)" gestrichen.

KAPITEL VII — *Übergangsbestimmungen*

Art. 44 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nach Artikel 33 § 5 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur abgegrenzten zusätzlichen Erhaltungssinseln, die nicht in den ältesten Beständen des beihilfefähigen Waldes des betreffenden Eigentums bestimmt werden, gelten als zusätzliche Erhaltungssinseln im Sinne des vorliegenden Erlasses, sofern sie vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses nach Artikel 2 §§ 1 und 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2011 bestimmt und nach Artikel 2 § 3 des vorgenannten Erlasses zugestellt worden sind.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmungen*

Art. 45 -Der vorliegende Erlass gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 36 der Verordnung (EU) Nr. 702/2014 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 46 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur wird außer Kraft gesetzt.

Art. 47 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf alle laufenden Beihilfeanträge.

Abweichend von Absatz 1 unterliegen folgende Anträge den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. November 2012 über die Entschädigungen und Zuschüsse in den Natura 2000-Gebieten und in um die Bezeichnung Natura 2000 kandidierenden Gebieten sowie in der ökologischen Hauptstruktur:

1° Beihilfe- oder Zahlungsanträge, die vor dem Jahr 2016 eingereicht worden sind;

2° Zahlungsanträge, die die Gewährung eines jährlichen Teilbetrags betreffen, der einen Zeitraum vor 2016 deckt;

3° Anträge auf Fördermittel im Zusammenhang mit den in Kapitel 5 genannten Wiederherstellungs- und Instandhaltungszuschüssen, die vor dem Jahr 2016 von der Zahlstelle oder ihrem Beauftragten genehmigt worden sind.

Art. 48 - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204493]

14 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vergoedingen en toelagen teogekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op desites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr.1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en Verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

Gelet op de gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.242, D.243, D.249;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, artikel 28, § 2 en § 4, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008, artikel 31, gewijzigd bij de decreten van 30 april 2009 en 22 december 2010, de artikelen 36 en 37, gewijzigd bij het decreet van 22 mei 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2015;

Gelet op het rapport van 10 december 2015, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 17 december 2015;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 12 januari 2016;

Gelet op het advies 59.033/4 van de Raad van State, gegeven op 6 april 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Commissie, met haar Besluit C(2015) 5117 van 20 juli 2015, het Waals programma voor plattelandontwikkeling voor de programmeringsperiode 2014-2020 heeft goedgekeurd en dat bedoeld programma uitgevoerd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en voor de ministeriële besluiten wordt verstaan onder :

1° landbouwactiviteit: de activiteit bedoeld in artikel 4, § 1, c), i) en ii) van Verordening 1307/2013.

Punt c), ii), wordt uitgevoerd bij de artikelen 8 tot 8/2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015;

2° de Administratie : de Administratie bedoeld in artikel D.3, 3° van het Waalse Landbouwwetboek;

3° de landbouwer: de landbouwer bedoeld in artikel D.3, 4°, van het Waalse Landbouwwetboek en die een in 1° bedoelde landbouwactiviteit uitoefent;

4° een biologisch waardevolle boom : een biologisch waardevolle boom zoals bedoeld in artikel 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

5° een dode boom : een dode boom zoals bedoeld in artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

6° het aanwijzingsbesluit : elk besluit van de Waalse Regering genomen krachtens artikel 26 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

7° het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 : het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net;

8° het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 : het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden, alsook tot bepaling van de verbodsmaatregelen en van de bijzondere preventieve maatregelen die erop toepasselijk zijn;

9° het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 : het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

10° het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 : het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

11° het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 : het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015 betreffende de identificatie in het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de toekenning van een landbouwnummer tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 7 mei 2015 tot toekenning van een gekoppelde steun aan de landbouwers voor vrouwelijke vleesrunderen, gemengde koeien, melkkoeien en schapen;

12° het ministerieel besluit van 27 maart 2014 : het ministerieel besluit van 27 maart 2014 tot bepaling van de mededelingsprocedures voor de instandhouding van kleine landschapselementen en van voor het merken van dode bomen, van biologisch waardevolle bomen en van de kleine, in stand te houden landschapselementen in de Natura 2000-locaties en in de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk;

13° een extensieve strook : een met gras bezaaide strook gelegen in UG 4;

14° de productiviteitsklasse van een opstand van naaldbomen; de klasse bepaald volgens een door de Minister vastgestelde rangschikking rekening houdende met de opperhoogte van de opstand van 50 jaar;

15° de steunaanvraag : de steunaanvraag bedoeld in artikel 2, § 1, 3 van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014;

16° de betalingsaanvraag : de betalingsaanvraag bedoeld in artikel 2, § 1, 4°, van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014 en in artikel 47 van Verordening nr. 809/2014 van 17 juli 2014;

17° de bijstandsaanvraag : de bijstandsaanvraag bedoeld in artikel 47 van Verordening nr. 809/2014 van 17 juli 2014;

18° de steunaanvraag voor bosmaatregelen : de steun- en betalingsaanvraag van de bosbeheerder waarin al zijn bospercelen in Natura 2000-locatie of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net en hun oppervlakten worden vermeld;

19° de verzamelaanvraag : de aanvraag bedoeld in de artikelen 2 tot 7 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015;

20° het bos : het bos bedoeld in artikel 2, § 1, *r*), van Verordening 1305/2013 van 17 december 2013 alsook de gronden die bij erbij behoren, zoals de ruimtes met natuurlijke habitats, de houtopslagen, de open voederplaatsen, de moerassen, de vijvers, de brandwegen, met uitzondering van de grond die voornamelijk worden bestemd voor een landbouw- of stedelijk gebruik;

21° de privé-beheerder : de privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het beheer, zoals landbouwer of bosbeheerder in de zin van artikel 30, § 2, van Verordening 1305/2013 van 17 december 2013, van een perceel in een Natura 2000-locatie, in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of in de ecologische hoofdstructuur;

22° de openbare beheerder : de publiekrechtelijke rechtspersoon die een perceel gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest in een Natura 2000-locatie, in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of in de ecologische hoofdstructuur bezit en die op dergelijke goeden houder is van een zakelijk recht dat het gebruik van zulke goeden tot gevolg heeft;

23° een instandhoudingseiland : een eiland bedoeld in artikel 2, § 1, § 2 en § 4 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

24° een werkdag : een dag bedoeld in artikel D.3, 21° van het Waalse Landbouwwetboek;

25° de basislijn : het geheel van de verplichte normen vastgesteld overeenkomstig de goede landbouw- en milieucondities vermeld in artikelen 94 en in bijlage II bij Verordening (EU) nr. 1306/2013 van 17 december 2013, van de relevante criteria en van de minimale activiteiten bepaald overeenkomstig artikel 4, § 1, *c*), *ii*) van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van 17 december 2013 zoals uitgevoerd bij de artikelen 8 tot 8/2 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015;

26° de rand : de rand bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011;

27° de Minister : de Minister bevoegd voor het natuurbehoud;

28° het identificatienummer : het referentienummer toegekend overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015;

29° het betaalorgaan of zijn afgevaardigde : het betaalorgaan bedoeld in artikel D.3, 25° van het Waalse Landbouwwetboek en van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2015 tot aanwijzing van het Waals betaalorgaan voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot opheffing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2013 tot aanwijzing van het Waals betaalorgaan voor de Fondsen ELGF en ELFPO en tot instelling van een opvolgingscomité voor het Waals betaalorgaan of het orgaan waaraan bedoeld betaalorgaan het geheel of een gedeelte van zijn opdrachten heeft overgedragen;

30° een landbouwperceel : een landbouwperceel bedoeld in artikel 1, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015;

31° de vergunning : de vergunning bedoeld in artikel 1*bis*, 28°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud met inbegrip van de afwijkingen en vergunningen toegekend krachtens de artikelen 5, 28 en 41 van dezelfde wet;

32° de weide : de weide bedoeld in artikel 1, 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieu- en klimaatsteun met inbegrip van de topografische elementen die op het perceel aanwezig zijn en die bestanddelen zijn van de habitat zoals de inheemse bomen, de inheemse hagen en de poelen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 alsook de bosjes en struiken van een inheemse loofsoort gelegen op meer 1,50 m en de bosjes van minder dan 10 are;

33° Verordening nr. 1305/2013 van 17 december 2013 : Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

34° Verordening nr. 1306/2013 van 17 december 2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

35° Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014 : Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 640/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem en de voorwaarden voor weigering of intrekking van betalingen en voor administratieve sancties in het kader van rechtstreekse betalingen, plattelandsontwikkelingsbijstand en de randvoorwaarden;

36° Verordening nr. 809/2014 van 17 juli 2014 : Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

37° de D.A.E.B. : de dienst van algemeen economisch belang zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, afgekort : "VWEU" alsook in het Protocol nr. 26 gevoegd bij het VWEU, die een mandaat toegewezen krijgt zoals bepaald in de artikelen 27 tot 38, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

38° de landbouwoppervlakte : de landbouwoppervlakte die bedoeld is in artikel 4, § 1, *e*) van Verordening (EU) nr. 1307/2013 en die aangegeven wordt bij het Geïntegreerde beheers- en controlesysteem, "GBCS" afgekort;

39° een "UG" : een beheerseenheid bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 2. Enkel de oppervlakten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest genieten de krachtens dit besluit toegekende vergoedingen en toelagen.

Art. 3. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde is belast met de betaling van de vergoedingen en toelagen, met de terugvordering van de ten onrechte gestorte bedragen, met de toepassing van de straffen en met het beheer van de beroepen.

Art. 4. De bijkomende niet-agrarische toelagen toegekend krachtens artikel 25 worden door directeur-generaal van de Administratie, of bij diens afwezigheid of verhindering, door de hem vervangende ambtenaar, vastgelegd, goedgekeurd en geordonnanceerd.

Art. 5. De toelagen bedoeld in de artikelen 25 tot 35 maken deel uit van het totaalbedrag van de *de minimis*-steun bedoeld in artikel 2 van Verordening (EU) nr. 306/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de uitvoering van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *de minimis*-steun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen.

Afdeling 2. — Ecologische hoofdstructuur

Art. 6. De ecologische hoofdstructuur bestaat uit de Natura 2000-locaties, de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en de sites met een grote biologische waarde.

Een site met een hoge biologische waarde is een geografische eenheid die een geheel van habitat- of biotoop-eenheden omvat, die homogeen en aangrenzend zijn of die op een afstand van minder dan 600 meter gelegen zijn. Die site herbergt minstens een zeldzaam, bedreigd of beschermde soort of minstens een zeldzame, bedreigde of beschermde habitat zoals bedoeld in de artikelen 2, *2bis* en 3, §§ 1 en 2, 3°, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Art. 7. Buiten de Natura 2000-locaties en de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net bepaalt de Minister de ecologische hoofdstructuur. Die structuur wordt periodiek door hem bijgewerkt om rekening te houden met de nieuwe biologische informatie en met de beschermings- en herstelacties van de veldactoren en om er de perken van te bepalen.

Afdeling 3. — Betaling en inning van de ten onrechte gestorte bedragen

Onderafdeling 1. — Naleving van de eisen

Art. 8. § 1. Naast de basislijn leven de begunstigden van de in hoofdstuk 3 en in hoofdstuk 4 bedoelde bijkomende vergoedingen en toelagen de maatregelen na die vermeld worden in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 en, in voorkomend geval, in het aanwijzingsbesluit.

De in hoofdstuk 4 bedoelde begunstigden :

1° bakenen de in artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 bedoelde instandhoudings-eilanden fysiek op het terrein af volgens de modaliteiten van het ministerieel besluit van 27 maart 2014;

2° merken de in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 bedoelde dode bomen en de biologisch waardevolle bomen fysiek op het terrein volgens de modaliteiten van het ministerieel besluit van 27 maart 2014.

§ 2. De begunstigden van de in hoofdstuk 5 bedoelde toelagen leven de verbintenissen en andere verplichtingen vermeld in het besluit tot toekenning van de toelage na.

Bovendien leven ze de voorlichtings- en publiciteitsverplichtingen na die bepaald zijn in artikel 13 van de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1305/2014 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandsontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo).

Onderafdeling 2. — Betaling

Art. 9. § 1. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde betaalt jaarlijks de in hoofdstuk 3 bedoelde vergoedingen op grond van een betalingsaanvraag ingediend via de verzamelaanvraag.

§ 2. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde betaalt jaarlijks de in hoofdstuk 4 bedoelde bijkomende vergoedingen en toelagen op grond van een betalingsaanvraag ingediend via de steunaanvraag voor bosmaatregelen.

De in het eerste lid bedoelde steunaanvraag wordt ingediend bij het betaalorgaan of zijn afgevaardigde binnen de door de Minister bepaalde termijnen. Die termijnen mogen niet van na 15 mei van het aanvraagjaar dateren.

§ 3. De betaling van de in hoofdstuk 5 bedoelde toelagen wordt overeenkomstig de artikelen 36 en 37 uitgevoerd.

Art. 10. § 1. De steun-, betalings- en bijstandsaanvragen die ingediend worden en die recht geven op een vergoeding of een toelage, worden ingewilligd tot uitputting van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 2. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde berekent het bedrag van de krachtens dit besluit toegekende vergoedingen of toelagen op grond van alle relevante gegevens, met inbegrip van :

1° de gegevens vermeld in de steunaanvraag, in de bijstandsaanvraag en in de betalingsaanvraag;

2° de gegevens vermeld in het aanwijzingsbesluit, in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011;

3° de vergunningen toegekend voor de percelen die voor de steun in aanmerking komen;

4° het in artikel 37 bedoelde conformiteitsattest;

5° de gegevens uit de administratieve controles en, in voorkomend geval, uit de controles ter plaatse.

Art. 11. § 1. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde betaalt de in de hoofdstukken 3 en 4 bedoelde bijkomende vergoedingen en toelagen ten vroegste op 1 december van het jaar waarop ze betrekking hebben en uiterlijk op 30 juni van het volgende jaar.

De periode gedekt door de in het eerste lid bedoelde vergoeding of toelage gaat in op 1 januari van het jaar waarop ze betrekking heeft en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

§ 2. Overeenkomstig artikel 75, § 1, vierde lid, van Verordening nr. 1306/2013, kunnen voorschotten van ten hoogste 75 % van het totaalbedrag van de in de artikelen 20 en 23 bedoelde vergoedingen of van de in artikel 25 bedoelde toelage vóór 1 december en alleen vanaf 16 oktober worden betaald.

§ 3. Een mededeling met vermelding van de berekening van de vergoeding of de toelage bedoeld in § 1 wordt na elke betaling aan de begunstigde verzonden.

Onderafdeling 3. — Betaling van de ten onrechte gestorte bedragen

Art. 12. Indien vergoedingen of toelagen zoals bedoeld in de hoofdstukken 3 en 4, afdeling 1, en in hoofdstuk 5, onrechtmatig gestort worden, kan het betaalorgaan of zijn afgevaardigde voorzien in een compensatie zoals voorzien in het Waalse Landbouwwetboek of in een terugvordering zoals voorzien in de artikelen D.259 en D.260 van het Waalse Landbouwwetboek.

Art. 13. Indien een krachtens hoofdstuk 4, afdeling 2, toegekende toelage onrechtmatig gestort wordt, kan het betaalorgaan of zijn afgevaardigde voorzien in een compensatie met elk ander bedrag dat aan de aanvrager verschuldigd is.

De terugvordering van een ten onrechte gestort bedrag kan worden verricht door aftrek op de betalingen of op de voorschotten ten bate van de betrokken begunstigde na de beslissing tot inning.

Het tweede lid blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

Afdeling 4. — Controle

Art. 14. § 1. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde controleert via administratieve controles en controles ter plaatse de naleving van :

1° de toelaatbaarheidsvoorwaarden van de steun toegekend overeenkomstig dit besluit;

2° de eisen bedoeld in artikel 8;

3° in voorkomend geval, van de vergunningen of overeenkomsten gesloten krachtens de artikelen 26, § 3, vierde lid, en 27 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud van de beheersplannen zoals bedoeld in artikel 1, 9°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, waarbij sommige eisen bedoeld in artikel 8 aangepast kunnen worden.

§ 2. De begunstigde machtigt de bevoegde ambtenaren en personeelsleden om zijn eigendom te betreden om de goede uitvoering van de krachtens dit besluit genomen maatregelen te controleren.

§ 3. Elke controleweigeringsdaad door een begunstigde of elke vrijwillige daad die bedoelde controle hindert, heeft van rechtswege een verlaging of het verlies van de steun tot gevolg, behalve in de gevallen van overmacht of in uitzonderlijke omstandigheden.

Afdeling 5. — Straf

Art. 15. § 1. Voor de in de hoofdstukken 3 en 4 bedoelde bijkomende vergoedingen en toelagen leidt de niet-naleving van de toelaatbaarheidsvoorwaarden alsook van de in artikel 8 bedoelde eisen tot verlagingen, afschaffingen van de steun of straffen overeenkomstig de artikelen 5 en 6 van Verordening nr. 809/2014 van 17 juli 2014.

§ 2. Overeenkomstig artikel 35, § 1, van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014 wordt de in § 2 bedoelde steun volledig afgeschaft wanneer de toelaatbaarheidsvoorwaarden niet nageleefd worden.

§ 3. Overeenkomstig artikel 35, §§ 2 en 3 van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014, wordt het bedrag van de verlagingen in geval van niet-naleving van de in artikel 8, § 1, bedoelde eisen bepaald naar gelang van de ernst, de omvang, de duur en de herhaling van de vastgestelde niet-naleving.

De Minister kan een verlagingrooster vaststellen naar gelang van de niet-naleving van de vastgestelde eisen.

§ 4. In naar behoren gerechtvaardigde gevallen voorzien door de Minister kan het betaalorgaan of zijn afgevaardigde een hoger of lager verlagingsniveau dan het niveau bepaald in de verlagingsrooster naar gelang van de ernst, de omvang en het permanente karakter van de vastgestelde tekortkoming verklaren.

Overeenkomstig artikel 35, § 3, van Verordening nr. 640/3014 van 11 maart 2014 en als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt, wordt het niveau van de steunverlaging overeenkomstig de door de Minister voorziene bepalingen verhoogd.

Indien verschillende gevallen van niet-naleving van de voorwaarden voor eenzelfde beheerseenheid of voor eenzelfde perceel worden vastgesteld, kan de Minister voorzien in een hogere steunverlaging dan die bepaald krachtens § 3, tweede lid.

§ 5. Als er sprake is van een als ernstig beoordeelde niet-naleving gezien de omvang van de gevolgen die ze met zich meebrengt ten opzichte van de doelstellingen van de niet-nagekomen verbintenissen of verplichtingen, wordt de begunstigde, overeenkomstig artikel 35, § 5, van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014, voor het betrokken kalenderjaar en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten en wordt de steun hem geweigerd, en zelfs volledig ingetrokken.

§ 6. Wanneer vast komt te staan dat de begunstigde valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken, wordt de bijstand overeenkomstig artikel 35, § 6, van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014, geweigerd of volledig ingetrokken, wordt hij voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten uit de maatregel. De steun wordt hem eveneens geweigerd en zelfs volledig ingetrokken.

Art. 16. § 1. Wanneer de toelaatbaarheidsvoorwaarden voorzien voor de in hoofdstuk 5 bedoelde toelagen voor het herstel en het onderhoud niet nageleefd worden, wordt de steun volledig afgeschaft overeenkomstig artikel 35, § 1, van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014.

§ 2. Overeenkomstig artikel 35, §§ 2 en 3 van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014, wordt het bedrag van de verlagingen in geval van niet-overeenstemming met de eisen bedoeld in artikel 8, § 2, bepaald naar gelang van de ernst, de omvang, de duur en de herhaling van de vastgestelde niet-naleving.

De Minister kan de verlagingen bepalen die toegepast moeten worden voor een niet-uitvoering of voor een uitvoering van de in artikel 8, § 2, bedoelde eisen.

Als de onregelmatigheid zich herhaalt of aanhoudt, wordt het niveau van de steunverlaging Overeenkomstig artikel 35, § 3, van Verordening nr. 640/3014 van 11 maart 2014 en overeenkomstig de door de Minister voorziene bepalingen verhoogd.

Indien verschillende gevallen van niet-naleving van de voorwaarden voor eenzelfde beheerseenheid of voor eenzelfde perceel worden vastgesteld, kan de Minister voorzien in een hogere steunverlaging dan die bepaald krachtens § 2, tweede lid.

Er wordt geen verlaging toegepast indien de begunstigde aantoonbaar dat hij voor de niet-uitgevoerde werken niet aansprakelijk is.

§ 3. Als er sprake is van een als ernstig beoordeelde niet-naleving gezien de omvang van de gevolgen die ze met zich meebrengt ten opzichte van de doelstellingen van de niet-nagekomen verbintenissen of verplichtingen, wordt de begunstigde overeenkomstig artikel 35, § 5, van Verordening nr. 640/2014, voor het betrokken kalenderjaar en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten en wordt de steun hem geweigerd, en zelfs volledig ingetrokken.

§ 4. Wanneer vast komt te staan dat de begunstigde valse informatie heeft verstrekt om bijstand te ontvangen, of verzuimd heeft de nodige informatie te verstrekken, wordt de bijstand overeenkomstig artikel 35, § 6, van Verordening nr. 640/2014 van 11 maart 2014 geweigerd of volledig ingetrokken, wordt hij voor het kalenderjaar van de bevinding en het daaropvolgende kalenderjaar uitgesloten uit de maatregel. De steun wordt hem eveneens geweigerd en zelfs volledig ingetrokken.

§ 5. Overeenkomstig artikel 63, van Verordening (EU) nr. 809/2014 worden verlagingen en sancties toegepast op de in hoofdstuk 5, afdeling 2, bedoelde toelagen voor het herstel en het onderhoud in geval van niet-subsidiabele uitgaven ontdekt tijdens de administratieve controles en de controles ter plaatse.

Afdeling 6. — Overdracht

Art. 17. Voor de aanvragen en de toekenningen van vergoedingen of toelagen heeft een overdracht uitwerking met ingang van 1 januari van het jaar volgend op die overdracht.

Art. 18. § 1. Wanneer de aanvrager of de begunstigde van een in hoofdstuk 5 bedoelde toelage een recht van gebruik tussen levenden, het geheel of een gedeelte van een perceel gelegen in een Natura 2000-locatie of in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of een in het kader van dat besluit genomen verbintenis tijdelijk of definitief aan een derde overdraagt, stelt de overdrager via een het door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde ter beschikking gesteld formulier en bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Waalse Landbouwwetboek, de overnemer van de verbintenissen betreffende het bij de overdracht betrokken perceel in kennis daarvan uiterlijk binnen drie maanden na de overdracht.

§ 2. Binnen één maand na deze mededeling aan de overnemer zenden de overdrager en de overnemer bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Waalse Landbouwwetboek het in § 1 bedoelde formulier medeondertekend door de overnemer, waarin wordt bepaald dat laatstgenoemde de verbintenissen overneemt, aan het betaalorgaan of aan zijn afgevaardigde.

Bij gebrek aan zending van het in eerste lid bedoelde formulier blijft de overdrager aan zijn verbintenissen gebonden.

§ 3. Behoudens voorafgaandelijke afwijking van de Administratie leven de overnemers de verplichtingen gebonden aan het aanwijzingsbesluit en aan de krachtens dit besluit genomen verbintenis tot hun vervaldatum na.

Art. 19. Bij overlijden van de aanvrager of de begunstigde van een toelage informeren hun erfgenamen of legatarissen het betaalorgaan of zijn afgevaardigde binnen drie maanden na het overlijden daarover door het in § 1 bedoelde formulier bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van de artikelen D.15 en D.16 van het Waalse Landbouwwetboek, aan laatstgenoemden te richten. De erfgenamen of legatarissen leven de verplichtingen gebonden aan het aanwijzingsbesluit en aan de krachtens dit besluit door de cujus genomen verbintenis tot hun vervaldatum na.

HOOFDSTUK III. — *Agrarische vergoeding*

Art. 20. De agrarische vergoedingen worden alleen toegekend voor een landbouwoppervlakte die als weide is aangegeven.

De Minister bepaalt de bedragen van de voor de agrarische vergoedingen toegekende steun in overeenstemming met het Waals programma voor plattelandontwikkeling.

De Minister kan het bedrag van de vergoedingen verminderen wanneer de instandhoudingsmaatregelen opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 of in een aanwijzingsbesluit door een vergunning worden ingetrokken. De Minister stelt de bedragen en de verhouding van die verlagingen vast.

Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde past het bedrag van de vergoedingen aan naar gelang van de beheerseenheid vermeld in het in artikel 37 bedoelde conformiteitsattest, indien bedoeld attest door de Administratie goedgekeurd wordt voor 1 januari van de periode waarop de vergoedingen betrekkingen hebben.

Art. 21. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 20 bedoelde vergoeding, voldoet de landbouwer aan de volgende cumulatieve toelaatbaarheidsvoorwaarden :

1° hij beschikt over een landbouwnummer overeenkomstig hoofdstuk 3 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015;

2° hij dient jaarlijks een formulier voor de verzamelaanvraag in;

3° hij beschikt over het perceel overeenkomstig artikel 39 van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015;

4° hij beschikt over een gecumuleerde oppervlakte met als gevolg minstens een vergoeding van 100 euro;

5° hij oefent een landbouwactiviteit op het perceel uit.

HOOFDSTUK IV. — *Bijomende niet-agrarische toelagen en vergoedingen**Afdeling 1. — Niet-agrarische vergoeding*

Art. 22. De Minister bepaalt de bosoppervlakten die in aanmerking komen voor de niet-agrarische vergoeding in overeenstemming met het programma voor plattelandontwikkeling.

Art. 23. De Minister bepaalt de bedragen van de voor de niet-agrarische vergoedingen toegekende steun in overeenstemming met het Waals programma voor plattelandontwikkeling.

De Minister kan het bedrag van de vergoedingen verminderen wanneer de instandhoudingsmaatregelen opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011, in het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 of in een aanwijzingsbesluit door een vergunning worden ingetrokken. De Minister stelt de bedragen en de verhouding van die verlagingen vast.

Art. 24. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 23 bedoelde vergoeding, voldoet de privé-beheerder aan de volgende cumulatieve toelaatbaarheidsvoorwaarden :

1° hij is bij het betaalorgaan geïdentificeerd overeenkomstig hoofdstuk 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 december 2015;

2° hij dient jaarlijks een formulier voor de steunaanvraag voor bosmaatregelen in;

3° hij beschikt werkelijk over het perceel (de percelen);

4° hij geeft al zijn percelen gelegen in een Natura 2000-locatie waarvan hij de beheerder is, aan. Die percelen worden indien mogelijk op grond van fysieke elementen aanwezig op het terrein vastgesteld. Ze hebben een minimale oppervlakte van 10 are en een maximale oppervlakte van 30 ha behalve in afwezigheid van fysieke elementen waarmee hun beperkingen kunnen worden bepaald;

5° hij beschikt over een gecumuleerde oppervlakte met als gevolg minstens een vergoeding van 100 euro;

6° hij identificeert de instandhoudingseilanden op fotoplan;

7° voor elk perceel gelegen buiten de instandhoudingseilanden wijst hij het aantal dode bomen en biologisch waardevolle bomen aan;

8° hij leeft artikel 56, §§ 1 en 2 2, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud na.

Afdeling 2. — Bijkomende niet-agrarische toelage

Art. 25. § 1. De privé-beheerder die de in afdeling 1 bedoelde niet-agrarische vergoedingen geniet, kan een bijkomende toelage krijgen indien hij ze in zijn steunaanvraag bedoeld in artikel 24, 2°, vraagt.

Deze bijkomende toelage wordt niet toegekend voor de oppervlakten :

1° van randen bestaande uit een strook van maximum twintig meter breed boven de eerste tien meter rand;

2° van een instandhoudingseiland dat boven de eerste 3 % oppervlakte van instandhoudingseilandje ligt in een in aanmerking komend woud.

De in aanmerking komende oppervlakte voor de bijkomende instandhoudingseilanden is niet hoger dan 10 % van de totale oppervlakte van het woud in Natura-2000 waarvan hij de beheerder is.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor die bijkomende toelage, identificeert de privé-beheerder op het fotoplan :

1° de randen;

2° de instandhoudingseilanden die ook op het terrein fysisch gemarkeerd zijn volgens de modaliteiten van het ministerieel besluit van 27 maart 2014.

§ 3. De in § 1 bedoelde toelage kan ook aan de openbare beheerders, die geen gewestelijke of federale eigenaars zijn, toegekend worden, ongeacht de oppervlakte van de bossen en wouden waarvan ze beheerder zijn, onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in §§ 1 en 2, voor oppervlakten groter dan het minimum bepaald bij artikel 71, eerste lid, 4°, en tweede lid, van het Boswetboek.

§ 4. Het bedrag van de bijkomende toelage is vastgelegd op 100 euro voor elke hectare bedoeld in § 1, tweede lid.

§ 5. De gecumuleerde minimale oppervlakte om de bijkomende toelage te krijgen is vastgelegd op 1 ha. Ze mag bestaan uit meerdere delen voor zover ze een individuele oppervlakte van minimum 10 are bestrijken.

De bijkomende instandhoudingseilanden worden in de gebieden van ouder hout van in aanmerking komend woud van de betrokken eigendom of in de gebieden die een bijzondere biologische waarde hebben, aangewezen door de beheerder die in onderlinge overeenstemming met de bevoegde directeur van het Departement Natuur en Bossen of zijn afgevaardigde bepaald moet worden.

De bijkomende instandhoudingseilanden worden niet in de open milieus aangewezen.

§ 6. De randen en instandhoudingseilanden die in aanmerking komen voor die bijkomende toelage worden tijdens minimum dertig jaar in stand gehouden.

Art. 26. De aanvrager van een niet-agrarische bijkomende toelage kan met inachtneming van de artikelen D.17, D.18 en D.257 van het Waalse Landbouwwetboek een beroep instellen tegen de beslissing tot toekenning of weigering van die toelage die door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde is genomen.

Art. 27. De hoedanigheid van privé-beheerder die in aanmerking komt voor de in afdeling 1 bedoelde niet-agrarische vergoedingen of van andere openbare beheerders dan de gewestelijke en federale beheerders van een in aanmerking komend woud, vormt een bevel tot het beheer van de D.A.E.B. voor de oprichting van instandhoudingseilanden en randen zoals bepaald in artikel 25, § 1.

HOOFDSTUK V. — Toelagen voor het herstel en het onderhoud van de open milieus

Afdeling 1. — Selectie van de projecten

Art. 28. § 1. Een toelage mag toegekend worden voor herstelwerken van natuurlijke habitats en habitats van soorten met een gemeenschappelijk belang, voor onderhoudswerken van open milieus alsook voor de aankoop van terreinen via een procedure van projectenoproep.

De aanvrager van de toelage dient de bijstandsaanvraag in de vormen bedoeld in de projectenoproep in.

§ 2. Na goedkeuring van het toezichtcomité bepaalt de Minister de selectiecriteria, de selectiemethode en de minimale quotering met het Waalse programma voor plattelandsontwikkeling.

§ 3. De toelage wordt toegekend aan de openbare of privé-beheerders van terreinen gelegen in het Waalse Gewest met uitzondering van de aankoop van terreinen uitsluitend bestemd voor de openbare beheerders.

Art. 29. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde kan aanvullende stukken of gegevens van de aanvrager verlangen in het kader van de analyse van de selectiecriteria.

Afdeling 2. — Toelagen voor het herstel en het beheer van natuurlijke habitats en van habitats soorten met een gemeenschappelijk belang

Art. 30. § 1. De werken die in aanmerking komen voor de toelagen voor het herstel en het onderhoud zijn :

1° de ontbossing;

2° de verwijdering van het struikgewas;

3° het plaatsen van omheiningen;

4° de installatie van schuilplaatsen voor schapen;

5° de opvulling van de draineerbuizen;

6° het wortelsnoeien, het inzetten van mulchmachines, het frezen;

7° het onderhoud van open milieus;

8° de heraanplanting van inheemse loofboomsorten in proefstation;

9° de creatie of de ruiming van poelen;

10° alle andere werken voor de verbetering of de handhaving van de instandhouding van de habitats of soorten met een gemeenschappelijk belang.

Overeenkomstig het eerste lid komen de aankoop van materiaal zoals de draad voor afrastering, het plantenmateriaal of het didactische materiaal en elke andere kosten uitgegeven voor de werken in aanmerking voor de toelage.

§ 2. De overheidssteun dekt :

1° in de gevallen vermeld in § 1, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 5° tot 10° en voor de aankoop en de kosten bedoeld in § 1, tweede lid, 100 % van de werkelijke kosten, ongeacht of ze door een onderneming of door de aanvrager zelf worden uitgevoerd.

2° in het geval bedoeld in § 1, eerste lid, 4°, 40 % van het bedrag van de werken, waarbij bedoelde werken tot 3.000 euro worden beperkt, per schuilplaats en met een maximum van één schuilplaats per 5 ha herstellende of onderhouden milieus.

Art. 31. Voor de toekenning van een toelage voor het herstel of het onderhoud moeten de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld worden :

1° het perceel dat het voorwerp uitmaakt van de toelageaanvraag is gelegen in een Natura 2000-locatie, in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of in de ecologische hoofdstructuur;

2° het perceel heeft het voorwerp uitgemaakt van een evaluatie van het biologische potentieel;

3° de begunstigde verbindt zich ertoe om de in het toelagebesluit bepaalde voorwaarden na te leven naar gelang van de categorie en het type voorziene herstelwerken.

Art. 32. Een toelage voor de voortijdige exploitatie van naaldbomen kan slechts toegekend worden voor de percelen van naaldbomen van productiviteitsklasse 5 en 6 gelegen in de gebieden waar de aanplanting van naaldbomen tijdens de aanplanting wettelijk was toegelaten.

Art. 33. De werken worden uitgevoerd binnen een termijn van 22 maanden uiterlijk na de kennisgevingsdatum van de selectie behalve afwijking toegekend door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde zoals aangewezen door de Minister.

Art. 34. Na de uitvoering van de herstel- of onderhoudswerken behoudt de begunstigde van de toelage het perceel in de voorwaarden bepaald in het toelagebesluit tijdens een door de Minister vastgestelde periode.

Als de beheerder voor deze werken om een toelage verzoekt en als hij aan de voorwaarden voldoet om ervoor in aanmerking te komen, maar de toelage toch niet kan verkrijgen wegens begrotingstekort, omdat de toegekende middelen afgeschaft zijn of hem niet meer toegekend kunnen worden, is hij in afwijking van het eerste lid en wanneer een voorwaarde van het toelagebesluit op de handhaving van open milieus slaat voor het betrokken begrotingsjaar niet meer verplicht de verplichting om het milieu open te handhaven na te leven.

Afdeling 3. — Aankoop van terreinen

Art. 35. In de gevallen bedoeld in afdeling 2 komt de aankoop van terreinen in aanmerking voor de toelage als bedoelde aankoop gekoppeld wordt aan een herstelproject of aan de investering gebonden aan het onderhoud van het natuurlijke erfgoed.

De bedragen die in aanmerking komen voor de aankoop van terreinen vertegenwoordigen maximum 90 % van de totale uitgaven die in aanmerking komen voor het herstel- of onderhoudsproject.

Elk terrein dat met de toelage aangekocht kan worden :

1° biedt de garanties voor de definitieve bestemming voor het natuurbehoud met inbegrip van het herstel of het onderhoud van de natuurlijke habitats en de habitats met een gemeenschappelijk belang;

2° is op lange termijn bestemd voor het natuurbehoud;

3° blijft het eigendom van de openbare aankoper voor een duur overeenstemmend met minstens de duur van de nagestreefde doelstelling.

In het geval van de kosten gebonden aan de aankoop van terrein worden de algemene kosten beperkt op maximum 15 % van de voor het project in aanmerking komende uitgaven.

De belasting over de toegevoegde waarde en de registratierechten komen niet in aanmerking.

Afdeling 4. — Uitbetaling van de toelagen

Art. 36. Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde betaalt het bedrag overeenstemmend met de bijstandsaanvraag in één keer uit na een administratieve controle en een controle ter plaatse op basis van een betalingsaanvraag met inbegrip van de door de aanvrager betaalde facturen, of op voorlegging van een schuldverklaring als de werken door de aanvrager zelf worden uitgevoerd.

Het betaalorgaan of zijn afgevaardigde keurt de voorgelegde facturen of de schuldverklaring goed.

Indien de uitvoering van handelingen of werken een vergunning of een aangifte vereist, worden de toelagen alleen uitbetaald indien de aanvrager van tevoren die vergunning heeft verkregen of zijn aangifte heeft meegedeeld.

Art. 37. Wanneer herstelwerken uitgevoerd zijn, bezorgt het betaalorgaan of zijn afgevaardigde de beheerder een attest van conformiteit of van kennisgeving van de berekening van de betaling van het bedrag van de toelage.

Dit attest bepaalt de berekening van het bedrag van de toelage, wijst op de na te leven voorwaarden en verplichtingen alsook de beheerseenheid/eenheden waarin het/de herstellende perceel/perceelen het voorwerp uitmaakt/uitmaken van een cartografie.

In voorkomend geval kan de beheerder met dit attest de in de hoofdstukken 3 en 4 bedoelde bijkomende vergoedingen en toelagen aanvragen.

Afdeling 5. — D.A.E.B. — Bevelschrift

Art. 38. De hoedanigheid van privé-beheerder of openbare beheerder van terreinen gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest in een Natura 2000-site, in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of in de ecologische hoofdstructuur bezit vormt een bevel tot het beheer van de D.A.E.B's voor het herstel en het onderhoud van natuurlijke habitats en habitats van soorten met een gemeenschappelijk belang zoals bepaald in artikel 30, § 1.

De hoedanigheid van openbare beheerder van terreinen gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest in een Natura 2000-site, in een site die in aanmerking komt voor het Natura 2000-net of in de ecologische hoofdstructuur bezit vormt een bevel tot het beheer van de D.A.E.B voor de aankoop van terreinen bepaald in artikel 35, derde lid, om er een herstelproject of een investering gebonden aan het onderhoud van het natuurlijke erfgoed uit te voeren.

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk

Art. 39. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 1^{er} maart 24 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2011-locaties, alsook op de locaties die in aanmerking komen voor het Natura 2000-netwerk worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° in aanmerking komend woud : bossen en wouden die in aanmerking komen voor steun zoals bepaald in artikel 22, eerste lid, van het besluit van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 houdende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties, alsook op desites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-locaties en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur; »;

b) hetzelfde artikel wordt aangevuld met een 16°, luidend als volgt :

« 29° de weide :

a) voor de percelen aangegeven in de verzamelaanvraag,

de weide bedoeld in artikel 1, 15°, van het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende agromilieü- en klimaatsteun met inbegrip van de topografische elementen die op het perceel aanwezig zijn en die bestanddelen zijn van de habitat zoals de inheemse bomen, de inheemse hagen en de poelen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 augustus 2015 alsook de bosjes en struiken van een inheemse loofsoort gelegen op meer 10 m en de bosjes van minder dan 10 are;

b) voor de percelen die niet aangegeven zijn in de verzamelaanvraag, elke oppervlakte gedekt voor meer dan 50 % met grasachtige planten en andere oppervlakten aangepast aan het grasland en die het voorwerp uitmaken van belangrijke praktijken voor de instandhouding van de habitats en habitats van soorten, met ingebrip van de rotsachtige milieus en de hoogstamboomgaarden. »

Art. 40. In artikel 2, § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in de eerste zin worden de woorden "in aanmerking komende bossen en wouden" vervangen door de woorden "in een in aanmerking komende woud" ;

2° in 2 ° wordt, in de Franse versie, het woord "éligible" vervangen door het woord "admissible" ».

Art. 41. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt 6° vervangen als volgt :

« 6° vanaf de inwerkingtreding van het in besluit tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie, de mechanische en chemische vernietiging van de vegetatie van de weiden, ook door het omploegen of de overschakeling op teelt, met inbegrip van de teelt van kerstbomen. »

Art. 42. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° bij gebrek aan vigerend besluit tot aanwijzing van de Natura 2000-locatie, de mechanische en chemische vernietiging van de vegetatie van de weiden, ook door het omploegen of de overschakeling op teelt, met inbegrip van de teelt van kerstbomen. »;

2° in 6° wordt, in de Franse versie, het woord "éligible" vervangen door het woord "admissible".

Art. 43. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit vervallen de woorden "38. Grove den (*Pinus sylvestris*)".

HOOFDSTUK VII. — *Overgangsbepalingen*

Art. 44. De bijkomende instandhoudingseilanden die overeenkomstig artikel 33, § 5, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur, vóór de inwerkingtreding van dit besluit afgebakend zijn en die niet aangewezen zijn in de gebieden van ouder hout van in aanmerking komend woud van de betrokken eigendom gelden als bijkomende instandhoudingseilanden in de zin van dit besluit voor zover ze aangewezen zijn overeenkomstig artikel 2, §§ 1 en 2, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2011 en betekend zijn in artikel 2, § 3, van voornoemd besluit vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 45. Dit besluit waarborgt de naleving van de bepalingen van de artikelen 3 tot 10, 13 en 36 van Verordening (EG) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 46. Het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur wordt opgeheven.

Art. 47. Dit besluit is van toepassing op alle lopende steunaanvragen.

In afwijking van het eerste lid worden de volgende aanvragen onderworpen aan et besluit van de Waalse Regering van 8 november 2012 betreffende de vergoedingen en toelagen toegekend in de Natura 2000-sites en in de sites die in aanmerking komen voor het Natura 2000-net en in de ecologische hoofdstructuur :

1° de steun- of betalingsaanvragen ingediend vóór het jaar 2016;

2° de betalingsaanvragen betreffende de toekenning van een jaarlijkse schijf die een periode dekt die aan het jaar 2016 voorafgaat;

3° de bijstandsaanvragen betreffende de in hoofdstuk 5 bedoelde toelagen voor het herstel en het onderhoud goedgekeurd door het betaalorgaan of zijn afgevaardigde vóór het jaar 2016.

Art. 48. De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juli 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN